

PLUSIEURS INITIATIVES ONT ÉTÉ ADOPTÉES PAR L'ÉTAT

Les startups au cœur de la diversification économique

L'Algérie a mis en place plusieurs initiatives pour encourager le développement des startups, plaçant l'innovation et le potentiel de la jeunesse au cœur de sa stratégie de diversification économique. En effet, depuis 2020, l'État a adopté des mesures clés pour soutenir la création, le financement et le développement des startups, avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat des jeunes diplômés et universitaires. P 3



PROJET D'UNE CENTRALE
ÉLECTRIQUE DE 40 MW
À NIAMEY

**Une équipe de
Sonelgaz à pied
d'œuvre au Niger**

Sonelgaz concrétise son retour sur le marché nigérien en engageant officiellement la phase préparatoire d'un projet de centrale électrique à Niamey. L'arrivée, vendredi, d'une équipe technique du groupe public algérien dans la capitale du Niger marque le passage d'une coopération annoncée à une mise en œuvre opérationnelle sur le terrain. À travers cette initiative, l'entreprise confirme sa volonté de s'imposer comme un acteur régional de référence dans le domaine énergétique, tout en consolidant sa présence en Afrique subsaharienne.

P 2

PRODUCTION HALIEUTIQUE

**Cap sur 120 000
tonnes par an**

L'Algérie affiche désormais une ambition claire et structurée pour son secteur halieutique. Porter la production nationale à 120 000 tonnes par an, dont 115 000 tonnes issues de l'aquaculture, constitue le cap fixé par les pouvoirs publics dans le cadre d'une stratégie globale de diversification économique et de renforcement de la sécurité alimentaire.

P 3

DURANT LES PREMIERS
JOURS DU RAMADHAN

**Stabilité des prix
et disponibilité
des produits**

Les mesures anticipatives des pouvoirs publics contribuent à un approvisionnement régulier et à une relative maîtrise des prix, tandis que les appels au civisme et à la lutte contre le gaspillage trouvent un écho auprès des citoyens. Les dix premiers jours du mois sacré de Ramadhan en Algérie se déroulent dans un climat marqué par une relative stabilité des marchés et une disponibilité satisfaisante des produits alimentaires de large consommation.

P 5

ACCIDENTS DE LA ROUTE
**16 morts et 367 blessés
en 48 heures** P 2

ACCOMPAGNEMENT DES INVESTISSEURS
**Des mesures et mécanismes
pratiques mis en place** P 3

EXPORT PHARMACEUTIQUE
**Les entreprises invitées à
soumettre leur programme
prévisionnel 2026** P 4

ANP

Deux narcotrafiquants
de nationalité
marocaine neutralisés
à Béni Ounif

Deux (02) narcotrafiquants de nationalité marocaine, qui tentaient d'introduire une quantité de kif traité à l'intérieur du territoire national s'élevant à 49 kg, ont été neutralisés, vendredi, dans la région de Beni Ounif en 3ème Région militaire, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la guerre acharnée de drogue menée par le Makhzen contre notre pays, à travers ses tentatives désespérées et répétées d'introduire d'importantes quantités de ces poisons en usant de divers moyens et méthodes, comme en attestent les quantités saisies quotidiennement à nos frontières ouest", souligne la même source. Dans ce contexte, "des détachements de l'Armée nationale populaire ont réussi, dans la soirée d'hier, vendredi 27 février 2026, dans la région de Beni Ounif en 3ème Région militaire, à neutraliser deux (02) narcotrafiquants de nationalité marocaine qui tentaient d'introduire une quantité de kif traité à l'intérieur du territoire national s'élevant à 49 kilogrammes", ajoute le communiqué. "L'identité de l'un des deux narcotrafiquants a été établie, il s'agit du dénommé Bendouda Abdelkader", précise le MDN. Ces opérations, confirment "la vigilance constante et la détermination des unités de l'ANP déployées à travers l'ensemble du territoire national pour faire face à ces criminels, quel qu'en soit le prix, et à mettre en échec leurs tentatives visant à porter atteinte à l'intégrité de notre territoire national ainsi qu'à la sécurité et à la sûreté de ses citoyens", conclut le communiqué. APS

PROJET D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE DE 40 MW À NIAMEY

Une équipe de Sonelgaz à pied d'œuvre au Niger

Sonelgaz concrétise son retour sur le marché nigérien en engageant officiellement la phase préparatoire d'un projet de centrale électrique à Niamey. L'arrivée, vendredi, d'une équipe technique du groupe public algérien dans la capitale du Niger marque le passage d'une coopération annoncée à une mise en œuvre opérationnelle sur le terrain. À travers cette initiative, l'entreprise confirme sa volonté de s'imposer comme un acteur régional de référence dans le domaine énergétique, tout en consolidant sa présence en Afrique subsaharienne.

Par Selma R.

La délégation dépêchée à Niamey a entamé l'évaluation du site retenu pour abriter la future centrale, dans la région de Gorou Banda. Les experts procèdent à une série d'études destinées à mesurer l'état de préparation des infrastructures existantes, à vérifier les conditions de raccordement au réseau électrique national et à s'assurer de la conformité technique du site. L'objectif affiché est clair : réunir toutes les conditions nécessaires pour lancer les travaux dans les délais impartis et selon les standards de qualité les plus élevés. Ce projet, réalisé au profit de la société nigérienne d'électricité NIGELEC, prévoit l'installation de deux turbines à gaz d'une capacité de 20 mégawatts chacune, soit une puissance totale de 40 mégawatts. Cette nouvelle infrastructure devrait renforcer sensiblement les capacités de production du pays, améliorer la stabilité du réseau national et répondre à une demande énergétique en constante progression, notamment dans la capitale et ses envi-

rons. Au-delà de la seule construction de la centrale, Sonelgaz entend adopter une approche intégrée. La mission technique doit également établir un diagnostic global des besoins en équipements électriques et gaziers. Il s'agit d'accompagner NIGELEC dans la mise en place d'un dépôt central de matériels destiné à soutenir les projets d'extension et de modernisation des réseaux à haute, moyenne et basse tensions. Cette dimension logistique et structurelle traduit une ambition plus large : inscrire la coopération dans la durée. La présence de Sonelgaz au Niger ne date toutefois pas d'hier. Le groupe algérien a déjà entretenu des relations de coopération technique avec les autorités énergétiques nigériennes, notamment à travers des échanges d'expertise et des missions d'assistance. Son retour à Niamey s'inscrit ainsi dans une continuité stratégique visant à renforcer l'intégration énergétique régionale et à positionner l'entreprise comme un partenaire privilégié des pays du Sahel en quête de solutions fiables pour sécuriser leur approvi-

sionnement en électricité. Le déplacement de l'équipe technique s'inscrit dans le prolongement de la réunion de coordination tenue par visioconférence le 18 février 2026 entre les responsables des deux entreprises. Lors de cette rencontre, les deux parties étaient convenues d'accélérer le rythme de travail et de finaliser les volets techniques et réglementaires afin de permettre un démarrage effectif des travaux dans les plus brefs délais. L'arrivée des experts à Niamey constitue ainsi la première traduction concrète de ces engagements. Pour Sonelgaz, ce projet symbolise bien davantage qu'un simple contrat à l'export. Il marque une nouvelle étape dans un partenariat stratégique qui englobe la production d'électricité, mais aussi le développement des réseaux de transport et de distribution, le transfert d'expertise et la formation des cadres et techniciens nigériens. Des programmes de renforcement des capacités, en présentiel comme à distance, sont appelés à accompagner le déploiement du projet.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

16 morts et 367 blessés en 48 heures

Seize (16) personnes ont trouvé la mort et 367 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont

été enregistrés dans les wilayas de Souk Ahras et Djanet (trois morts chacune), précise la même source. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à quatre (4) personnes incom-

modées par le monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau dans les wilayas de Naâma (2 personnes) Mostaganem et M'Sila (une personne chacune), note le communiqué, déplorant, toutefois, le décès à Bordj Bou Arreridj, d'un homme âgé de 34

ans suite à l'inhalation du CO2. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers dans les wilayas de Tizi Ouzou, Adrar et El-Taref, conclut le communiqué.

ACCOMPAGNEMENT DES INVESTISSEURS

Des mesures et mécanismes pratiques mis en place

Par Z R.

Dans le cadre de la politique du gouvernement visant à soutenir et promouvoir l'investissement, les autorités locales mettent en œuvre des mesures concrètes pour garantir un environnement propice à l'investissement et faciliter les démarches administratives. Conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayaoud, l'objectif est de créer un climat favorable à la réalisation des projets économiques dans tout le pays. Pour ce faire, plusieurs actions sont

entreprises dans différentes wilayas, permettant de répondre aux besoins des investisseurs de manière efficace. Ces initiatives visent non seulement à simplifier les démarches administratives mais aussi à assurer un véritable accompagnement sur le terrain. Parmi les mesures adoptées, le ministère de l'Intérieur a cité, notamment, l'organisation de sessions régulières des commissions de wilaya, permettant d'examiner l'état d'avancement des projets et de régulariser les différents dossiers administratifs, ainsi que l'intensification des visites de terrain afin d'évaluer l'avancement des travaux sur les sites des projets, de repérer les préoc-

cupations et de prendre les mesures nécessaires pour accélérer leur réalisation. À tout cela s'ajoutent les canaux de communication permanents mis en place par les autorités locales pour écouter et répondre aux préoccupations des investisseurs. Des sessions régulières de réception sont organisées pour permettre aux investisseurs d'exprimer leurs attentes et résoudre les problèmes pouvant entraver la bonne marche de leurs projets. Ces mesures font partie d'un ensemble plus large d'initiatives visant à soutenir l'investissement productif et à favoriser la création de richesse et d'emplois.

Elles s'inscrivent dans une démarche stratégique pour dynamiser l'économie locale en créant un environnement plus attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers. Grâce à cet accompagnement renforcé, l'objectif est de garantir une croissance durable, stimuler l'innovation et promouvoir la création d'emplois au niveau régional. En somme, cette politique d'accompagnement témoigne de l'engagement des autorités à lever les obstacles à l'investissement et à assurer un soutien de proximité aux porteurs de projets, dans l'espoir de faire de l'Algérie un pôle d'attractivité économique à même de rivaliser sur le plan international.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS INITIATIVES ONT ÉTÉ ADOPTÉES PAR L'ÉTAT

Les startups au cœur de la diversification économique

L'Algérie a mis en place plusieurs initiatives pour encourager le développement des startups, plaçant l'innovation et le potentiel de la jeunesse au cœur de sa stratégie de diversification économique. En effet, depuis 2020, l'État a adopté des mesures clés pour soutenir la création, le financement et le développement des startups, avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat des jeunes diplômés et universitaires.

Synthèse Z R/APS

Ces mesures et actions engagées visent notamment à encourager l'entrepreneuriat et la création d'entreprises innovantes par les jeunes diplômés et universitaires, dans le but de contribuer à la croissance des secteurs hors hydrocarbures et de stimuler les investissements dans les domaines numériques et technologiques. La politique de soutien et de promotion des startups s'est appuyée sur l'institution d'un dispositif d'encadrement et d'accompagnement, à travers la création d'un ministère pour piloter les politiques d'innovation et l'écosystème entrepreneurial, ainsi que d'un comité national de labellisation chargé d'identifier, certifier et soutenir les entreprises innovantes à fort potentiel de croissance. Les pouvoirs publics se sont également attelés à la création d'un écosystème favorable au développement des startups. Dans ce cadre, Algerian Startup Fund (ASF) a été créé pour soutenir le financement des jeunes entreprises, combler le déficit en capital-risque et encourager les projets à forte croissance. Pour renforcer les structures d'accompagnement, il a été décidé aussi la création de l'accélérateur Algeria Venture, offrant des programmes de coaching et de formation et accompagne les startups tout au long de leur phase de démarrage. Outre ces mécanismes, les autorités publiques accor-

dent des incitations fiscales aux startups labellisées et aux incubateurs. Parallèlement, des concours et prix nationaux ont été créés, à l'instar du Prix du Président de la République de la meilleure start-up, lancé récemment pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'économie de la connaissance. De plus, des initiatives internationales ont été lancées pour renforcer les liens avec les écosystèmes mondiaux et pour participer à des événements dédiés aux startups. L'Algérie a également acquis une reconnaissance internationale, obtenant le prix de "Champion des politiques entrepreneuriales" au Forum mondial de l'entrepreneuriat aux États-Unis, et a consolidé sa position en tant que hub technologique africain, avec la tenue de la Conférence africaine des startups. Une distinction qui conforte les résultats obtenus par de nombreuses startups algériennes, devenues de véritables "success stories", intégrées dans l'écosystème entrepreneurial international, avec des activités générant plusieurs millions de dollars de chiffre d'affaires et proposant des solutions technologiques indispensables tant aux niveaux national qu'international. Après cette phase de construction qualifiée de réussite, le secteur amorçe désormais une nouvelle étape de consolidation, fixant des objectifs ambitieux à concrétiser, dont la création de 20.000

startups d'ici fin 2029, contre environ 200 en 2019 et près de 13.000 aujourd'hui. Un défi pour lequel le secteur s'est mobilisé pour renforcer les dispositifs mis en place et enrichir le cadre réglementaire de manière à permettre à ces entreprises de jouer un rôle déterminant dans le tissu économique national. Dans cet esprit, un dispositif d'assouplissement de l'accès au marché financier, ainsi que l'introduction de la première startup algérienne à la Bourse d'Alger en 2025, marque une étape importante. Ce dispositif a été lancé en faveur des startups innovantes à fort potentiel de croissance souhaitant lever des fonds sur la période 2026-2028, dans la limite de 500 millions de dinars. Le lancement du label "Scale-up" pour les entreprises en forte croissance renforce davantage ce secteur, affirmant l'importance croissante de la technologie dans l'économie nationale. Accordé aux sociétés affichant une croissance d'au moins 20% de leur chiffre d'affaires sur les trois dernières années et consacrant au moins 3% de leurs revenus à la recherche et développement, ce label vient traduire la maturité croissante du système entrepreneurial et confirme le rôle croissant de la «Tech» algérienne dans le développement de l'économie nationale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

La formation et l'autonomisation des jeunes au centre des débats

Le thème "la formation et l'autonomisation des jeunes en Algérie à la lumière des Objectifs de développement durable", a été au centre d'une rencontre nationale organisée, samedi à Alger, par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ). Dans une allocution prononcée à cette occasion, le vice-président du Conseil, chargé de la coordination et du suivi des projets, Mohamed Abdelhafid Frihi, a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans "le cadre du rôle consultatif du CSJ, qui œuvre à accompagner les politiques publiques avec une vision objective et responsable", et ce, à travers "la transmission des préoccupations des jeunes et la contribution à l'évaluation des politiques éducatives et de formation, tout en proposant des solutions pratiques et applicables en harmonie avec les orientations nationales et les engagements de l'Algérie au titre des Objectifs de développement durable (ODD)". Le thème de cette rencontre s'inscrit en droite ligne avec la vision de l'Etat algérien en matière d'éducation et d'autonomisation des jeunes, a-t-il ajouté, relevant, à cet égard, les réformes engagés par l'Algérie dans différents niveaux du système éducatif, notamment en ce qui concerne la qualité de l'enseignement, l'égalité des chances et l'adéquation de la formation aux exigences de l'économie nationale. Cette rencontre a également été ponctuée par d'autres interventions portant sur un ensemble de sujets pertinents, parmi lesquels "L'évaluation de la qualité de l'éducation en Algérie : programmes, préparation pédagogique et égalité", "L'adéquation du système de formation professionnelle avec les besoins du marché et l'intégration avec l'éducation nationale" et "L'approche de la qualité basée sur l'impact dans l'éducation : expériences internationales et leçons apprises".

R. E.

PRODUCTION HALIEUTIQUE

Cap sur 120 000 tonnes par an

Par Selma R.

L'Algérie affiche désormais une ambition claire et structurée pour son secteur halieutique. Porter la production nationale à 120 000 tonnes par an, dont 115 000 tonnes issues de l'aquaculture, constitue le cap fixé par les pouvoirs publics dans le cadre d'une stratégie globale de diversification économique et de renforcement de la sécurité alimentaire. Cet objectif dessine les contours d'un secteur appelé à devenir l'un des piliers de la transformation économique nationale. Invité de la « Chaîne I » de la Radio nationale, le directeur général de la pêche au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Miloud Tria, a souligné que « le secteur est appelé à jouer un rôle central dans le développement économique, en augmentant significativement la production nationale tout en améliorant le taux de consommation individuelle de poisson ». Il a insisté sur la nécessité d'inscrire cette progression dans une logique durable, garantissant « la préservation de la ressource et son exploitation rationnelle et responsable ». L'objectif des 120 000 tonnes s'intègre dans une feuille de route plus large à l'horizon 2030, articulée autour du développement de

l'économie bleue. Selon le responsable, ce modèle pourrait générer plus de 200 000 emplois directs et indirects dans les prochaines années. « Les opportunités concernent aussi bien les marins et capitaines de navires que l'aquaculture, les industries de transformation, la maintenance navale, la commercialisation et les fonctions techniques comme les vétérinaires », a-t-il précisé, mettant en avant la dimension sociale et territoriale de cette dynamique. Au cœur de cette stratégie, l'aquaculture apparaît comme le principal levier de croissance. L'Algérie élève actuellement deux espèces majeures, la dorade en milieu marin et le tilapia rouge en eaux douces, mais la diversification est désormais engagée. Des projets d'élevage de crevettes sont en cours de lancement en coopération avec le Japon, à la suite d'expériences pilotes jugées concluantes. « Nous avons engagé de nouvelles mesures pour soutenir l'aquaculture, notamment dans les wilayas de l'intérieur », a indiqué M. Tria, citant en particulier la wilaya de Chlef, considérée comme pionnière dans l'élevage de poissons d'eau douce. L'ambition ne se limite toutefois pas à l'augmentation des volumes. Elle vise également à réduire la dépendance extérieure. Le ministère œuvre ainsi au développement des

industries de transformation et d'appui, notamment la fabrication d'aliments pour poissons, le conditionnement des produits halieutiques et la production locale d'alevins. « Nous sommes en train d'injecter de nouveaux investissements pour localiser la production d'aliments et d'alevins afin de réduire notre dépendance aux marchés internationaux et éviter toute perturbation d'approvisionnement », a affirmé le responsable. L'objectif est clairement affiché : mettre fin à l'importation de poissons d'eau douce et consolider une production nationale durable. La modernisation de la flotte constitue un autre pilier de cette feuille de route. Ces dernières années, l'Algérie a enregistré un regain notable d'investissements dans la construction et la réparation de navires de pêche, notamment ceux destinés à la haute mer. Plusieurs entreprises nationales ont réussi à produire des navires de grande taille, contribuant ainsi au développement de la flotte et à la réduction de la facture d'importation. Le pays a d'ailleurs lancé la construction de son premier thonier entièrement fabriqué localement, une première qui devrait être suivie par la production d'autres unités à travers le territoire national. Dans le même sillage, quinze licences d'investissement ont été accordées dans le

domaine de la construction navale au niveau de douze wilayas côtières. Parallèlement, l'autorisation d'importation de navires de grande taille de moins de quinze ans, ainsi que l'examen de cinq navires en attente de licences de pêche, s'inscrivent dans une démarche visant à accélérer la modernisation des capacités d'exploitation. Cette dynamique repose également sur l'action de l'Agence nationale de développement durable de la pêche maritime et de l'aquaculture, active dans 19 wilayas. Elle accompagne les professionnels, modernise les équipements, attribue des postes d'amarrage, gère les investissements et délivre les autorisations d'exploitation, dans une perspective de développement durable et de diversification économique. Pour Miloud Tria, les orientations présidentielles récemment réaffirmées lors d'un Conseil des ministres donnent une impulsion décisive à cette stratégie. « Le développement de la pêche maritime et de l'aquaculture est une priorité nationale pour renforcer la sécurité alimentaire. Nous devons redoubler d'efforts pour accroître la production, moderniser les méthodes d'exploitation et encourager les pêcheurs à travers des facilités et des incitations », a-t-il rappelé, confirmant que le cap des 120 000 tonnes constitue désormais la boussole du secteur.

OUM EL BOUAGHI
Stockage de quantités importantes de pommes de terre d’arrière-saison

Une opération de stockage d’importantes quantités de pommes de terre d’arrière-saison, destinées à la consommation, a été entamée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, dans le cadre de la régulation du marché des produits agricoles de large consommation, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA).
L'inspecteur de la santé végétale de la même direction, Abdelouahab Boufar, a précisé à l'APS que les quantités de pommes de terre programmées pour le stockage dans les chambres froides de l'unité d'Aïn M'lila "devraient atteindre les 30.000 quintaux".
Le même responsable a ajouté que 1.370 quintaux ont été stockés jusqu'à aujourd'hui, provenant d'agriculteurs des communes d'Ouled Gacem et d'Ouled Hamla, tandis que l'opération de réception d'autres quantités produites localement, ainsi que dans d'autres wilayas, se poursuivait.
M. Boufar a souligné que l'objectif du stockage de ce tubercule de très large consommation est "d'encourager les agriculteurs à augmenter leur production", de "fournir le produit aux consommateurs en période de rareté" et de "réguler ses prix sur le marché".
La même source a également indiqué qu'il a été procédé, ces derniers jours, au déstockage de quelque 1.350 quintaux d'ail destinés à la consommation, jusque-là emmagasinés dans les chambres froides de la wilaya.

APS

SÛRETÉ DE WILAYA D’ALGER
Saisie de plus de 850.000 comprimés psychotropes

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé, au début de la semaine, un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogue, composé de huit (8) individus, et saisi plus de 850.000 comprimés psychotropes et 35 kg de kif traité, a indiqué vendredi un communiqué de ces services.
"Dans le cadre d’une opération qualitative, les services opérationnels de la Sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé, au début de la semaine, un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogue, composé de huit (8) individus, et saisi 853.010 comprimés psychotropes de type prégabaline et ecstasy, et 35 kg de kif traité", précise-t-on de même source.
L'opération a été "menée par les éléments de la 4e circonscription de la police judiciaire de Bouchaoui, après exploitation d’informations sur l’acti-

tivité d’un groupe criminel qui s’apprêtait à écouler d’importantes quantités de psychotropes durant le mois de Ramadhan", a ajouté le communiqué, soulignant que "les enquêteurs ont identifié les membres de ce groupe criminel, procédé à leur arrestation successivement et saisi la quantité de drogue et de psychotropes dans la banlieue ouest de la capitale".
"L'opération, menée sous la supervision du parquet compétent, s’est soldée par la saisie et la récupération de 104 millions de centimes des revenus criminels, de 11 véhicules et d’une motocyclette", selon la même source.
"Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle judiciaire spécialisé de Sidi M’hamed", conclut le communiqué.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 869 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

EXPORT PHARMACEUTIQUE

Les entreprises invitées à soumettre leur programme prévisionnel 2026

Dans un effort visant à dynamiser l’exportation des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux, le ministère de l’Industrie Pharmaceutique a lancé un appel à tous les établissements pharmaceutiques exportateurs pour soumettre leur programme prévisionnel d’exportation pour l’année 2026.
Les entreprises concernées sont invitées à transmettre leurs prévisions de chiffre d’affaires pour l’année 2026 dans un délai de 48 heures. « Dans le cadre de la promotion de l’exportation et afin d’assurer une meilleure visibilité, il est demandé aux établissements pharmaceutiques ex-

portateurs de produits pharmaceutiques et/ou de dispositifs médicaux de transmettre leur programme prévisionnel d’exportation 2026 (chiffre d’affaires prévisionnel) dans un délai de 48 h », lit-on dans la Note du ministère, publiée le 26 février 2026. Cette démarche vise à renforcer la visibilité du secteur pharmaceutique algérien sur les marchés internationaux et à soutenir son développement à l’export.
Les établissements doivent envoyer leurs informations à l’adresse électronique suivante : exportation@miph.gov.dz. Ce programme permettra au ministère de mieux cerner les perspectives de croissance du

secteur, tout en facilitant la mise en place de stratégies adaptées pour promouvoir l’exportation de produits pharmaceutiques et de dispositifs médicaux.
Ce dispositif s’inscrit ainsi dans une série d’initiatives gouvernementales visant à encourager les entreprises locales à diversifier leurs marchés et à renforcer leur compétitivité à l’échelle mondiale. La mise en place de telles mesures reflète l’engagement du ministère pour soutenir la croissance du secteur pharmaceutique national et contribuer à l’augmentation des exportations algériennes.

BOURSE D'ALGER

Le CPA et “Tell Markets” inscrits comme promoteurs

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'inscription des intermédiaires en opérations de bourse (IOB) Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et de la société Tell Markets en qualité de Promoteurs en Bourse, conformément au règlement n 23-04 du 25 octobre 2023 relatif au règlement général de la bourse des valeurs mobilières.
L'autorité de régulation précise que, selon les dispositions de ce règlement, toute société souhaitant procéder à l'admission de ses titres de capital ou de créance aux négociations sur le compartiment de crois-

sance ou émergent de la Bourse d'Alger est tenue de désigner un Promoteur en Bourse pour une durée de cinq (5) ans.
La COSOB rappelle que le Promoteur en Bourse a pour mission principale d'assister la société émettrice lors de l'émission de

ses titres, notamment en préparant l'opération d'admission et en veillant au respect des obligations d'information légales et réglementaires.

R E.

AIR ALGÉRIE

Perturbations des vols suite à un brouillard dense aux aéroports d’Alger et d’Oran

Le groupe Air Algérie a annoncé, dans un communiqué, des perturbations enregistrées mercredi matin dans le programme des vols au niveau des aéroports d'Alger et d'Oran suite à un brouillard dense persistant. Ces deux aéroports ont ainsi connu "des retards, des annulations ainsi que des réa-

justements d'horaires de départ et d'arrivée" à cause de ces "circonstances indépendantes de la volonté" du groupe, qui a présenté ses "sincères excuses pour ces désagréments".
Air Algérie a ainsi assuré que l'ensemble de ses moyens est mobilisé pour "garantir une prise en charge optimale

des passagers" concernés par ces perturbations et exprimé sa gratitude pour leur compréhension.
Le groupe a invité ses clients à contacter le centre d'appel au 3302 ou à se rendre auprès de leurs agences commerciales habituelles pour obtenir de plus amples informations sur leurs vols.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 26 فيفري 2026 الموافق لـ 08 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Février 2026 (08 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	78	91	66	الطماطم	
	Oignon sec	76	84	68	البصل الجاف	
	Ail sec	981	1080	882	الثوم الجاف	
	Carotte	91	104	79	الجزر	
	Navet	104	116	93	اللفت	
	Choux fleur	111	124	98	قرنبيط	
	Choux	88	102	75	الكرنب	
	Courgette	132	146	117	الكوسة	
	Haricot vert	479	508	449	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	184	201	166	الخس	
Fruits frais	Mandarine	206	239	174	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	159	193	124	البرتقال	
	Citron	149	171	127	الليمون	
	Pomme locale	406	493	320	التفاح المحلي	
	Datte	503	638	369	التمر	
	Banane	470	493	447	الموز	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	1955	2103	1807	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	406	420	393	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

DURANT LES PREMIERS JOURS DU RAMADHAN

Stabilité des prix et disponibilité des produits

Les mesures anticipatives des pouvoirs publics contribuent à un approvisionnement régulier et à une relative maîtrise des prix, tandis que les appels au civisme et à la lutte contre le gaspillage trouvent un écho auprès des citoyens. Les dix premiers jours du mois sacré de Ramadhan en Algérie se déroulent dans un climat marqué par une relative stabilité des marchés et une disponibilité satisfaisante des produits alimentaires de large consommation.

Par Réda Hadi

Contrairement aux craintes exprimées chaque année à l'approche de cette période de forte demande, les étals des marchés et des commerces restent bien approvisionnés, tandis que les prix demeurent globalement raisonnables, suscitant un sentiment de satisfaction chez de nombreux citoyens. Cette situation est largement attribuée aux mesures anticipatives prises par les pouvoirs publics afin de prévenir les tensions sur les produits de base et d'assurer une régulation efficace du marché. Plusieurs dispositifs ont été mis en place en amont du mois de Ramadhan pour garantir la disponibilité des denrées essentielles telles que les légumes, les fruits, les viandes, le lait, la semoule ou encore l'huile alimentaire. Les autorités ont notamment renforcé les programmes d'approvisionnement et mobilisé les différents acteurs de la chaîne de distribution afin d'éviter toute rupture de stock. Dans ce cadre, les producteurs, les opérateurs économiques et les distributeurs ont été appelés à contribuer à cet effort collectif visant à stabiliser les marchés. Des quantités importantes de produits agricoles ont été injectées dans les circuits commerciaux, tandis que les dispositifs de stockage et de régulation ont permis d'ajuster l'offre à la demande croissante observée durant ce mois de consommation accrue. Par ailleurs, les services de contrôle relevant du ministère du Commerce ont intensifié leurs opérations sur le terrain afin de veiller au respect des règles du marché et de lutter contre les pratiques spéculatives. Ces brigades multi-

plient les inspections dans les marchés, les commerces et les espaces de vente pour s'assurer du respect des prix réglementés et de la qualité des produits proposés aux consommateurs. Cette vigilance accrue contribue à instaurer un climat de confiance et à rassurer les citoyens quant à la transparence des transactions commerciales. Les marchés de proximité, les grandes surfaces ainsi que les espaces commerciaux temporaires mis en place pour le Ramadhan affichent ainsi une activité soutenue, mais organisée. Les produits de première nécessité sont largement disponibles et les prix, bien que variables selon les régions et la qualité des produits, restent dans des niveaux jugés acceptables par les consommateurs. Cette stabilité est également favorisée par l'ouverture de marchés de solidarité et de points de vente directe entre producteurs et consommateurs. Ces initiatives permettent de réduire les intermédiaires et d'offrir des produits à des tarifs plus accessibles, notamment pour les familles à revenus modestes. Dans plusieurs wilayas, ces marchés connaissent une forte affluence, témoignant de leur utilité sociale durant cette période. Au-delà des mesures économiques et organisationnelles, les autorités ont également lancé plusieurs campagnes de sensibilisation à l'adresse des citoyens. Ces campagnes appellent à faire preuve de civisme dans les habitudes de consommation et à éviter les excès souvent observés durant le mois de Ramadhan. Les institutions publiques, les associations de consommateurs et divers acteurs de la société civile insistent sur l'importance d'une consommation responsable et rationnelle.

En effet, le mois sacré est traditionnellement marqué par une hausse significative des achats alimentaires, parfois bien au-delà des besoins réels des ménages. Cette tendance peut entraîner un gaspillage important de nourriture, un phénomène régulièrement dénoncé par les spécialistes et les associations. Les appels à la modération visent donc à encourager les familles à adapter leurs achats à leurs besoins réels et à préserver les ressources alimentaires. Plusieurs campagnes médiatiques ont ainsi été diffusées à travers les médias et les réseaux sociaux pour sensibiliser les citoyens aux conséquences économiques et sociales du gaspillage. Ces initiatives rappellent que le Ramadhan est avant tout un mois de spiritualité, de solidarité et de partage, des valeurs qui s'accordent davantage avec une consommation mesurée et responsable. Les associations caritatives jouent également un rôle important durant cette période en organisant des opérations de solidarité à destination des familles nécessiteuses. Les restaurants de la Rahma, les distributions de colis alimentaires et les actions de soutien aux personnes vulnérables contribuent à renforcer l'esprit d'entraide caractéristique de ce mois. Pour de nombreux observateurs, la stabilité actuelle des marchés constitue un indicateur encourageant quant à l'efficacité des dispositifs de régulation et de planification mis en place par les pouvoirs publics. Toutefois, ils soulignent que la vigilance doit être maintenue tout au long du mois afin d'éviter toute dérive spéculative ou tension sur les prix. Les prochaines semaines seront donc déterminantes pour confirmer cette tendance positive.

RAMADHAN

L'artisanat décoratif en plein essor

Lanternes décoratives, bougies parfumées, coussins brodés ou encore objets peints sur verre figurent parmi les créations artisanales qui s'invitent dans les foyers durant Ramadhan, révélant la vitalité d'un savoir-faire conjuguant héritage culturel, créativité et opportunités économiques pour de nombreux artisans. Ces créations artisanales du Ramadhan participent à instaurer une ambiance chaleureuse et festive dans les foyers algériens. A la tombée de la nuit, lorsque les familles se réunissent autour de l'iftar, les décorations choisies célèbrent l'esprit de convivialité et l'atmosphère de communion propre à ce mois sacré. Derrière ces objets, des artisans mettent en oeuvre leur savoir-faire alliant tradition, créativité et esprit entrepreneurial. Privilégiant le travail manuel et la minutie, ils réalisent avec des outils simples des bougies parfumées ornées d'inscriptions telles que "Ramadhan Karim" ou "Ramadhan Moubarak", des coussins brodés de motifs inspirés du mois sacré, ainsi que des ensembles de prière décorés de croissants et d'étoiles. Au-delà de leur dimension esthétique, ces produits constituent une source de revenus appréciable pour ces artisans, particulièrement durant les périodes de forte demande comme le Ramadhan, affirment certains

d'entre eux à l'APS. Karima, spécialisée dans la confection d'articles de décoration intérieure, de parures de lit, de couvre-lits brodés et de vêtements en laine pour nourrissons, affirme que la demande augmente sensiblement durant Ramadhan. "Les clientes recherchent des pièces personnalisées, avec des inscriptions comme +Marhba bik ya Ramadhan+, ce qui donne une identité particulière à leur intérieur", explique-t-elle. Pour elle, chaque création constitue à la fois un objet décoratif et une valeur ajoutée fondée sur la personnalisation et la qualité du travail manuel. Lamia, qui a hérité de sa mère les bases de la couture et de la broderie, indique avoir suivi plusieurs formations pour moderniser ses techniques. Ses coussins brodés, très demandés durant le Ramadhan, traduisent cette alliance entre héritage artisanal et inspiration contemporaine. "Aujourd'hui, les clientes recherchent des produits traditionnels revisités dans un esprit moderne", souligne-t-elle. De son côté, Yassine, fabricant de lanternes lumineuses en bois, affirme que ces objets décoratifs rencontrent un succès notable durant le mois sacré, notamment grâce au marketing numérique. Pour leur fabrication, il procède à la découpe du bois afin d'obtenir différentes di-

mensions, avant de peindre et d'assembler les pièces, puis d'y intégrer un dispositif lumineux qui confère à la lanterne son éclat final.

Réseaux sociaux, levier de vente

Souad, fabricante de bougies parfumées, observe également un engouement particulier pour ses créations durant Ramadhan. Elle façonne la cire, les mèches et les huiles essentielles avant d'y apposer, grâce à une technique artisanale minutieuse, divers motifs décoratifs. "Les clientes apprécient le fait que tout soit réalisé à la main, ce qui confère davantage de valeur au produit", confie-t-elle. Cette valeur ajoutée repose notamment sur la personnalisation, la qualité artisanale, l'authenticité des matériaux et la dimension culturelle des motifs. Souad ambitionne par ailleurs d'ouvrir prochainement un atelier pour former d'autres femmes, une initiative illustrant l'effet multiplicateur de l'artisanat à travers la transmission des savoir-faire, la création d'emplois et l'autonomisation économique. Meriem, spécialisée dans la peinture sur verre, propose pour sa part des verres personnalisés ornés de motifs islamiques ou d'inscriptions dédiées à Ramadhan. Son travail, qui exige patience et précision, il-

lustre la capacité des artisans à transformer une activité manuelle en une micro-entreprise structurée. Sur les moyens de promouvoir leurs produits, les artisans interrogés par l'APS indiquent que les boutiques et les expositions ne constituent plus le principal canal de promotion, les réseaux sociaux occupant désormais une place prépondérante. Ils y publient des photos de leurs créations, présentent leurs nouveautés et proposent des commandes avec livraison. Cette stratégie numérique leur permet d'élargir leur clientèle au-delà de leur quartier ou de leur ville, tout en renforçant leur visibilité commerciale. Certaines artisans collaborent également avec des magasins spécialisés dans la décoration intérieure, contribuant ainsi à consolider le réseau économique local. La combinaison entre vente directe, distribution en boutique et marketing numérique participe progressivement à la structuration d'un véritable micro-tissu économique. A travers leurs initiatives, ces artisans ne se contentent pas d'embellir les foyers durant Ramadhan, mais participent également à la valorisation du patrimoine artisanal et au dynamisme d'une économie locale fondée sur la créativité et la production.

APS

COMMERCIALISATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES DIRECTEMENT DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR

Mise en place d'un programme spécial à Sidi Bel-Abbes

La Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a mis en place, à l'occasion du mois de Ramadhan, un programme spécial visant à assurer un approvisionnement régulier des marchés en différentes variétés de poissons frais, commercialisés directement du producteur au consommateur, a indiqué le directeur du secteur, Mustapha llyes. Le même responsable a précisé que deux points de vente ont été ouverts au niveau du marché de Ramadhan "El Assil" dans la ville de Sidi Bel-Abbes, en plus de trois points de vente conventionnés avec la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que dix poissonneries privées réparties à travers le territoire de la wilaya. Il a ajouté que ces espaces ont enregistré, à ce jour, la commercialisation de quantités importantes de poissons d'aquaculture, notamment la dorade à un prix avoisinant 1.200 DA le kilogramme, le tilapia à environ 600 DA le kilo et la crevette à près de 1.000 DA le kilo. Les quantités écoulées de dorade à elles seules ont dépassé 3 tonnes, en raison de la demande croissante des consommateurs. Par ailleurs, le marché de gros du poisson connaît une dynamique croissante suite à l'amélioration des conditions météorologiques et à la reprise de l'activité de pêche au niveau des ports de pêche, avec un engouement des citoyens pour plusieurs espèces, dont la sardine.

R E.

RESTAURANTS D’IFTAR

Vaste élan de solidarité à travers 21 communes de Chlef

La Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya de Chlef a enregistré une forte dynamique dans l'activité des restaurants d'iftar ouverts dans 21 communes, à l'occasion du mois de Ramadhan, a-t-on appris lundi auprès de cette direction.

Selon le directeur du secteur, Kamel Benredjem, cité par la presse régionale, 41 restaurants ont reçu une autorisation pour la préparation et la distribution de repas d'iftar (rupture du jeûne) durant le mois sacré au profit des personnes de passage. Plus de 27.000 repas sont ainsi servis quotidiennement, a-t-il ajouté, saluant cet élan de solidarité, marqué par l'implication d'acteurs de la société civile, d'organismes et d'entreprises privées, ainsi que de citoyens. Il a, par ailleurs, fait savoir que deux nouvelles demandes d'ouverture de restaurants sont à l'étude dans les communes de Sidi Okkacha et Ténès.

S'agissant du suivi des conditions de restauration, le responsable a indiqué que la commission de wilaya compétente poursuit ses sorties de contrôle afin de veiller au respect des règles d'hygiène et des mesures sanitaires préventives. Des équipes des cellules de proximité de solidarité effectuent également des visites quotidiennes pour assurer l'accompagnement des responsables de ces structures. Par ailleurs, les restaurants « Rahma » constituent des espaces de mobilisation pour les jeunes bénévoles de la région, engagés dans la préparation des repas, la collecte des denrées et l'organisation des tables de l'iftar, dans une dynamique de coordination entre les autorités locales et les acteurs du secteur de la solidarité, visant à consacrer les valeurs d'entraide et à garantir une rupture du jeûne dans les meilleures conditions.

Synthèse R R.

TIZI-OUZOU

Les plantes aromatiques entre usages traditionnels et nécessité de préservation

La wilaya de Tizi-Ouzou renoue, ces derniers temps, avec la cueillette des plantes aromatiques, une activité nécessitant une régulation pour préserver ce patrimoine phyto-génétique, selon des responsables du Parc national du Djurdjura (PND).

Par APS

De l'ail triquètre à la menthe-pouliot en passant par le thym sauvage, la lavande papillon, l'asperge verte ou l'Origan, la cueillette bat son plein en cette période et se poursuit jusqu'à la fin du printemps. Une organisation de la récolte est donc nécessaire afin de préserver ces espèces, insistent les mêmes responsables.

Jadis, la cueillette était régie par des règles de respect de la nature et réservée à l'autoconsommation. Toutefois, ces ressources font désormais l'objet d'un commerce florissant dans la wilaya, ce qui nécessite une organisation de la filière afin de garantir la pérennité de ces espèces, a-t-on indiqué.

Pour préserver ce patrimoine végétal et garantir

la régénération naturelle des espèces, Aldjia, traitée, et Ouiza, blogueuse culinaire spécialisée dans les recettes traditionnelles, préconisent le respect du savoir-faire ancestral reposant sur des méthodes de récolte préservant la nature. Il s'agit, entre autres, de couper les tiges avec parcimonie sans déraciner, secouer les plantes à bulbes pour faire tomber les bulbilles qui vont repousser et ne jamais cueillir la totalité des fleurs afin de permettre la montée en graine. L'utilisation de ces plantes est bien ancrée dans la cuisine traditionnelle à Tizi-Ouzou où dans chaque foyer, l'origan et le thym ne sont pas de simples condiments, mais aussi des remèdes contre les maux respiratoires, tandis que la menthe pouliot (filyou) parfume la galette aux herbes, tout en servant d'infusion digestive.

Ainsi, le chef d'antenne du secteur de Tala Gui-

lef du PND et conservateur général des forêts, Aziz Mehdi, a relevé, pour sa part, que l'exploitation des ressources forestières ne doit pas se faire au détriment de la biodiversité.

"De nombreuses plantes protégées et endémiques sont actuellement victimes d'une exploitation anarchique et d'une commercialisation illicite menaçant ce patrimoine fragile", a-t-il observé, appelant à protéger des espèces comme l'origan, la paronyque argentée, le laurier noble sauvage, la globulaire, la lavande officinale ou les trois espèces de thym.

Il a également insisté sur l'implication de tous les acteurs de la société pour que cette richesse naturelle devienne un levier de développement durable sans pour autant épuiser la ressource.

EL-MEGHAÏER

Diverses actions de solidarité à l’occasion du mois de Ramadhan

Le mouvement associatif de la wilaya d'El-Meghaïer s'est fortement mobilisé, à l'occasion du mois de Ramadhan, pour traduire sur le terrain les valeurs de partage et de cohésion sociale, une dynamique solidaire qui se décline à travers de nombreuses initiatives destinées aux usagers de la route.

Au chef-lieu de wilaya, l'association caritative "Sanabel El-Rahma" a ouvert un restaurant Rahma jouxtant la route nationale RN-3, qui distribue environ 320 repas d'iftar (rupture du jeûne) par jour, dont 120 sont conditionnés à emporter pour les usagers

de la route. L'association prévoit également, selon son membre Lazhar Zghidi, organisateur une campagne de circoncision ciblant une quinzaine d'enfants de familles vulnérables.

Le même interlocuteur a tenu à rappeler le bilan exceptionnel de l'association lors du Ramadhan précédent, où pas moins de 9.700 repas d'iftar, ainsi que 400 tenues de l'Aïd El-Fitr offertes aux orphelins et des enfants démunis.

Pour sa part, le bureau local de l'Union nationale des handicapés algériens a organisé une initiative, permettant de distribuer 50 colis aliments

taires à des personnes aux besoins spécifiques, a fait savoir la secrétaire de wilaya de cette institution, Sabrina Djireb, qui a également annoncé le lancement prochain d'une opération de distribution des vêtements neufs de l'Aïd aux enfants aux besoins spécifiques.

Un restaurant spécial Ramadhan a été installé au niveau de la gare routière de Djamaa, à l'initiative de l'association caritative "Takathuf", permettant de distribuer quotidiennement près de 180 repas chauds et des plats à emporter, a précisé son président Djamel Hamada.

On retrouve la même ambiance d'actions de solidarité dans les autres communes de la wilaya, à l'instar d'Oum-Tyour, El-Marara, Stil et Sidi-Amrane, entre autres, avec la distribution de repas sur les différents axes routiers.

La Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya a octroyé des autorisations à neuf restaurants Rahma à l'occasion du mois sacré, tout en assurant des facilités aux associations caritatives concernées pour le bon déroulement de ces initiatives humanitaires.

APS

DJELFA

Mise en service de 4 nouveaux puits pour renforcer l’AEP

La wilaya de Djelfa a récemment été renforcée par la mise en service de quatre nouveaux puits, dans le but de soutenir le système d'alimentation en eau potable (AEP) et d'améliorer la qualité du service public, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

La même source a ajouté que, dans le cadre du renforcement du réseau et de la couverture de la demande croissante en eau, notamment dans les quartiers enregistrant une importante croissance

démographique, trois puits ont été mis en service dans la région de Dzira, en plus d'un puits dans la région d'Oued Sder et d'un réservoir d'une capacité de 1.000 m3 dans la commune d'Aïn El Ibel.

Ces installations vitales sont dotées d'une capacité de production globale de 11.000 m3/jour, ce qui portera la production globale d'eau potable dans la wilaya à 62.000 m3/jour, selon la même source. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire affecté à la wilaya, visant à développer

les infrastructures hydrauliques et à améliorer le service public, garantissant ainsi la satisfaction des besoins des citoyens et la continuité de l'alimentation en eau potable. Cette opération a coïncidé avec le mois sacré de Ramadhan, période de forte demande en eau, au moment où les services de la wilaya poursuivent leurs efforts pour améliorer le service et garantir une alimentation en eau pour tous les habitants tout au long de l'année.

Agence

BOUIRA

Plus de 20.000 foyers et structures raccordés aux réseaux d’électricité et de gaz en 2025

Au total, 20.510 logements et autres structures ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz durant l'année 2025, selon un bilan communiqué par la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

« En 2025, le nombre de clients raccordés aux réseaux énergétiques, parmi lesquels des foyers, des établissements scolaires, des structures industrielles et agricoles, s'élevait à 20.510 », a indiqué à l'APS Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution. La même responsable a précisé que

10.422 clients avaient été raccordés au réseau électrique et 10.088 au réseau de gaz, portant ainsi le nombre total de clients à 261.684 pour l'électricité, soit une hausse de 4,3%, et à 187.137 pour le gaz, soit une augmentation de 5,7 % comparativement à 2024. Sur les 20.510 clients, 1698 logements de différentes formules ont été raccordés en 2025 aux réseaux du gaz et d'électricité à travers 27 communes, pour un montant de 101 millions de dinars, selon les détails fournis par Mme Benyoucef. « Durant la même période, onze établissements scolaires ont été raccordés aux réseaux

d'électricité et de gaz, pour une enveloppe financière de 20 millions de dinars », a-t-elle encore ajouté, se réjouissant de cette progression due notamment, selon elle, à « la mise en œuvre de programmes de développement visant à consolider le cadre de vie des citoyens ».

En 2025, 24 projets industriels et 57 investissements agricoles ont été raccordés aux réseaux énergétiques à Bouira. Les services de Sonelgaz ont également finalisé le raccordement de 31 sources hydrauliques, dont 30 forages et une station de pompage, afin d'améliorer la

qualité de vie des habitants, a-t-elle fait savoir, en outre. Dans les zones reculées, plus de 4.480 foyers ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz dans plusieurs communes de la wilaya, selon les statistiques communiquées par la même responsable. Cette dernière a saisi cette occasion pour réitérer l'engagement de la direction à accompagner tous les secteurs en matière d'approvisionnement énergétique « afin d'améliorer les conditions de vie et de travail, mais aussi de favoriser la croissance économique locale ».

Rédaction

TRAITÉ NEW START

Les États-Unis et la Russie vont-ils abandonner toute restriction nucléaire ?

Pour la plupart d'entre nous, le vendredi 6 février 2026 ne sera probablement pas différent du jeudi 5 février. Ce sera un jour de travail ou d'école pour beaucoup d'entre nous. Il sera peut-être consacré aux courses pour le week-end, à une soirée entre amis ou à toute autre tâche banale de la vie quotidienne. Mais d'un point de vue historique mondial, cette journée marquera un tournant dramatique, avec des conséquences profondes et potentiellement catastrophiques.

2^e partie et fin

Par Michael T. Klare (*)

Après une série d'essais actuellement en cours, il devrait être déployé par la Marine russe en 2027. Une autre nouvelle arme, le vecteur hypersonique Avangard, est en cours d'installation sur certains des missiles balistiques intercontinentaux SS-19 existants de la Russie. Après avoir été propulsé dans l'espace par le SS-19, l'Avangard devrait pouvoir parcourir 3 600 km supplémentaires en surfant sur la surface extérieure de l'atmosphère tout en échappant à la plupart des radars de suivi des missiles.

Les États-Unis se sont engagés dans une démarche similaire pour moderniser leur arsenal, en remplaçant les armes anciennes par des systèmes plus modernes. À l'instar de la Russie, les États-Unis maintiennent une « triade » de vecteurs nucléaires : des missiles balistiques intercontinentaux terrestres, des missiles balistiques lancés par sous-marins et des bombardiers à longue portée, qui sont tous en cours de modernisation avec de nouvelles ogives, pour un coût estimé à environ 1 500 milliards de dollars sur les 25 prochaines années. La triade nucléaire américaine existante, limitée par le traité New START, se compose de 400 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) Minuteman III basés dans des silos, 240 missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) Trident II embarqués sur 14 sous-marins de la classe Ohio (dont deux sont vraisemblablement en cours de révision à tout moment) et 96 bombardiers stratégiques (20 B-2 et 76 B-52) armés d'une variété de bombes gravitaires et de missiles de croisière lancés depuis les airs. Selon les plans actuels, les Minuteman III seront remplacés par des missiles balistiques intercontinentaux Sentinel, les SNLE de classe Ohio par des SNLE de classe Columbia, et les B-2 et B-52 par le nouveau bombardier B-21 Raider. Chacun de ces nouveaux systèmes intègre des caractéristiques importantes (plus grande précision, furtivité accrue, électronique améliorée) qui les rendent encore plus efficaces en tant qu'armes de première frappe, si jamais la décision était prise de les utiliser à cette fin.

Lorsqu'il a été lancé, le projet américain de modernisation nucléaire devait respecter la limite fixée par le traité New START, soit 1 550 ogives nucléaires déployées. Cependant, après le 5 février, les États-Unis n'auront plus aucune obligation légale de le respecter. Ils pourraient rapidement commencer à dépasser cette limite en équipant tous les missiles Minuteman III existants et les futurs missiles Sentinel d'ogives multiples plutôt que d'ogives uniques, en équipant les missiles Trident (déjà équipés d'ogives multiples) d'un plus grand nombre d'ogives, ainsi qu'en augmentant la production de nouveaux B-21. Les États-Unis ont également commencé à développer un



nouveau système de lancement, le missile de croisière à tête nucléaire lancé depuis la mer (SLCM-N), censé être utilisé dans le cadre d'un conflit nucléaire régional « limité » en Europe ou en Asie – bien que la manière dont un tel conflit pourrait être empêché de déclencher un holocauste mondial n'ait jamais été expliquée. En bref, après l'expiration du nouvel accord START, ni la Russie ni les États-Unis ne seront tenus de limiter le nombre d'ogives nucléaires sur leurs vecteurs stratégiques, ce qui pourrait déclencher une nouvelle course mondiale aux armements nucléaires sans limites en vue et un risque toujours plus grand d'escalade nucléaire précipitée. Leur décision dépendra du contexte politique dans les deux pays et de leurs relations bilatérales, ainsi que de la perception qu'ont les élites de Washington et de Moscou du renforcement nucléaire de la Chine.

Le contexte politique

Les États-Unis et la Russie ont déjà engagé des sommes considérables dans la « modernisation » de leurs systèmes de lancement nucléaires, un processus qui ne sera pas achevé avant plusieurs années. À l'heure actuelle, Washington et Moscou s'accordent largement sur la nécessité d'y parvenir. Cependant, toute tentative visant à accélérer ce processus ou à ajouter de nouvelles capacités nucléaires entraînera des coûts immenses et posera des défis importants en matière de chaîne d'approvisionnement (à un moment où les deux pays tentent également d'augmenter leur production d'armes conventionnelles non nucléaires), créant ainsi de nouveaux conflits politiques et des divisions potentielles.

Plutôt que de faire face à ces défis, les dirigeants des deux pays pourraient choisir de maintenir volontairement les limites du traité New START. En effet, Vladimir Poutine a déjà accepté une prolongation d'un an de ce type, si les États-Unis sont prêts à faire de même. Mais les pressions (qui ne

manqueront pas de s'intensifier après le 5 février) s'accumulent également pour abandonner ces limitations et commencer à déployer des ogives supplémentaires. À Washington, une puissante constellation de responsables gouvernementaux, d'experts conservateurs, de dirigeants de l'industrie de l'armement et de faucons du Congrès réclame déjà un renforcement nucléaire qui dépasserait les limites du traité New START, affirmant qu'un arsenal plus important est nécessaire pour dissuader une Russie plus agressive et une Chine plus puissante. Comme l'a déclaré Pranay Vaddi, directeur principal du Conseil national de sécurité, en juin 2024 : « Si la trajectoire de l'arsenal de l'adversaire ne change pas, nous pourrions atteindre dans les années à venir un point où une augmentation des effectifs actuellement déployés sera nécessaire, et nous devons être pleinement prêts à agir si le président prend cette décision. »

Ceux qui sont favorables à une telle mesure invoquent régulièrement le renforcement nucléaire de la Chine. Il y a quelques années encore, la Chine ne possédait qu'environ 200 ogives nucléaires, soit une petite fraction des 5 000 ogives détenues par la Russie et les États-Unis. Récemment, cependant, la Chine a étendu son arsenal à environ 600 ogives, tout en déployant davantage de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), de missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) et de bombardiers à capacité nucléaire. Les responsables chinois affirment que ces armes sont nécessaires pour garantir une riposte en cas de première frappe ennemie, mais leur existence même est invoquée par les faucons nucléaires à Washington comme une raison suffisante pour que les États-Unis dépassent les limites du traité New START.

Les dirigeants russes sont confrontés à un dilemme particulièrement difficile. Alors qu'ils consacrent une grande partie des finances publiques et des capacités militaro-industrielles du pays à la guerre en Ukraine, ils sont confrontés à un arsenal

nucléaire américain plus redoutable et potentiellement élargi, sans parler de la menace (largement tacite) que représente l'arsenal croissant de la Chine. À cela s'ajoute le projet du président Trump de construire un bouclier antimissile « Golden Dome », destiné à protéger les États-Unis contre tout type de projectile ennemi, y compris les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) – un système qui, même s'il n'était que partiellement efficace, menacerait la crédibilité de la capacité de riposte de la Russie. Ainsi, même si les dirigeants russes préféreraient sans aucun doute éviter un nouveau renforcement coûteux de leur arsenal, ils concluront probablement qu'ils n'ont d'autre choix que de s'y engager si les États-Unis abandonnent le traité New START.

La course vers l'Armageddon

De nombreuses organisations, personnalités et membres du Congrès supplient l'administration Trump d'accepter la proposition de Vladimir Poutine et d'accepter de prolonger volontairement les limites du traité New START après le 5 février. Selon eux, toute décision d'abandonner ces limitations ne ferait qu'ajouter des centaines de milliards de dollars au budget fédéral à un moment où d'autres priorités sont mises à mal. Une telle décision provoquerait sans aucun doute des mesures réciproques de la part de la Russie et de la Chine. Il en résulterait une course aux armements incontrôlée et un risque croissant d'anéantissement nucléaire.

Mais même si Washington et Moscou devaient convenir d'une prolongation volontaire d'un an du traité New START, chacun serait libre de s'en retirer à tout moment. En ce sens, le 6 février risque de nous faire entrer dans une nouvelle ère – semblable aux premières années de la Guerre froide – où les grandes puissances seront prêtes à renforcer leurs capacités de guerre nucléaire sans aucune restriction formelle. Le sentiment de sécurité dont nous jouissions autrefois, à savoir une relative liberté face à la menace imminente d'un holocauste nucléaire, commencera alors sans aucun doute à s'estomper. S'il y a un espoir dans un pronostic aussi sombre, c'est peut-être que cette réalité pourrait, à son tour, déclencher un mouvement antinucléaire mondial, à l'image des campagnes « Ban the Bomb » (Interdisons la bombe) des années 1960, 1970 et 1980. Si seulement.

(*) Collaborateur régulier de TomDispatch, est professeur émérite de paix et de sécurité mondiale au Hampshire College et chercheur invité senior à l'Arms Control Association. Il est l'auteur de 15 livres, dont le dernier s'intitule *All Hell Breaking Loose: The Pentagon's Perspective on Climate Change* [Tout part à la dérive : les perspectives du Pentagone en matière de changement climatique, non traduit. NdT]

Source : TomDistach, publié le 08-01-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Le Caire et Scatec consolident leur coopération

Une rencontre officielle au Caire intervient quelques jours après la mise en service partielle d'un des plus grands projets solaires hybrides du continent. Elle s'inscrit dans une dynamique marquée par plusieurs engagements récents du développeur norvégien sur le marché égyptien.

Le mardi 24 février, le ministre égyptien de l'Investissement et du Commerce extérieur, Mohamed Farid, a rencontré Terje Pilskog, directeur général de Scatec, dans un contexte où les engagements entre les deux parties en faveur des énergies renouvelables se traduisent déjà par des capacités déjà en exploitation.

La réunion a porté sur le renforcement de la coopération dans les projets d'énergie renouvelable et d'investissement vert. Le gouvernement a réaffirmé sa volonté de maintenir un environnement stable pour les investisseurs, de simplifier les procédures et d'augmenter le contenu local dans les grands projets. Scatec a, de son côté, confirmé son intention d'élargir ses investissements en Égypte et de poursuivre ses partenariats dans le cadre de la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Cette rencontre intervient quelques jours après une avancée majeure pour l'entreprise en Égypte. Le 23 février, Scatec a en effet annoncé avoir atteint la mise en service commerciale de la première phase de son projet Obelisk. Cette phase comprend 561 MW de solaire photovoltaïque, associés à un système de stockage de 100 MW/200 MWh. La seconde phase, qui ajoutera 564 MW solaires, est en construction et attendue pour l'été 2026.

En janvier déjà, Scatec avait signé un contrat d'achat d'électricité (PPA) portant sur 1,95 GW de solaire et 3,9 GWh de stockage avec l'Egyptian Electricity Transmission Company. Le contrat, conclu pour 25 ans et libellé en dollars, prévoit un système hybride ainsi que deux projets de stockage autonomes. Ces engagements et réalisations, rien qu'en ce début d'année, interviennent alors que l'Égypte poursuit l'augmentation de la part des renouvelables dans son mix électrique et le renforcement de la stabilité de son réseau, avec au total 9 GW de capacités renouvelables installées et 18 GW supplémentaires en préparation.

Agence

TUNISIE

Tunis autorise l'importation de viandes bovines et ovines en provenance de Serbie

En Tunisie, la viande bovine est l'une des principales sources de protéines animales importées avec le poisson et le lait. Le gouvernement élargit sa liste de fournisseurs sur le marché international pour améliorer son approvisionnement dans cette denrée.

Par Rédaction internationale

Le ministère de l'Agriculture de la République de Serbie a annoncé le 21 février dernier avoir harmonisé avec succès les certificats vétérinaires pour l'exportation de viande de bœuf et d'agneau à destination de la Tunisie. Cette annonce marque une ouverture réglementaire du marché tunisien à ces deux catégories de viandes rouges en provenance du pays européen. « L'harmonisation des certificats est le résultat d'une coopération intensive entre les institutions compétentes des deux pays et confirme que le système de contrôle vétérinaire de la Serbie répond à des normes élevées en matière de sécurité alimentaire, de santé animale et de traçabilité », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site du ministère.

Du côté de Tunis, ce feu vert permet d'élargir la liste des fournisseurs de viande sur le marché international, d'autant plus que les importations de viande bovine ne cessent de croître de-



puis quelques années. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent que le pays d'Afrique du Nord a doublé ses importations de viandes bovines congelées, passées de 816 tonnes en 2020 à 1 618 tonnes en 2024. Parallèlement, la facture associée à ces achats a plus que triplé sur la même période, passant de 3,2 millions \$ à 10,7 millions \$. En 2024, sept pays avaient assuré les expéditions vers le marché tu-

nisien, le Brésil, le Paraguay, l'Inde, l'Argentine, l'Australie, la Pologne et l'Irlande.

D'un autre côté, le besoin affiché par Tunis d'élargir sa liste de fournisseurs suggère une volonté de sécuriser les approvisionnements en viandes rouges, qui font partie des produits alimentaires les plus consommés durant le mois du Ramadan, prévu du 19 février au 19 mars prochain.

ARABIE SAOUDITE

L'économie du premier État saoudien a jeté les bases de la stabilité moderne

L'économie du premier État saoudien a servi de pilier fondamental à la construction de la nation, à la consolidation de son influence et à la garantie de sa stabilité, a récemment rapporté l'Agence de presse saoudienne. Les principales caractéristiques de cette économie sont décrites dans le livre "Diriyah : Origins and Development during the First Saudi State", du Dr Abdullah Al-Saleh Al-Othaimeen, a rapporté

la SPA. Les mesures prises à l'époque ont permis d'assurer la sécurité, d'unifier les régions et d'organiser la société. Cela a permis de stimuler le commerce, de stabiliser les marchés et d'améliorer la vie à Diriyah et dans les régions avoisinantes. Au-delà de son importance politique et intellectuelle, Diriyah est devenu un centre économique dynamique. L'ouvrage, publié par la Fondation du roi Abdulaziz pour la

recherche et les archives, explique comment ces actions ont facilité l'arrivée des caravanes, sécurisé de vastes routes commerciales et relancé le commerce dans toute la péninsule arabique. Au-delà de son importance politique et intellectuelle, Diriyah est devenue un centre économique dynamique. Ses marchés attiraient des marchands et des étudiants de toute la région. La communauté locale s'ap-

puyait sur diverses activités, notamment le commerce, l'agriculture et l'élevage, les chevaux et les chameaux jouant un rôle crucial dans le transport, le commerce et la sécurisation des routes. La croissance économique au cours de cette phase de fondation "a consolidé la position de Diriyah en tant que centre politique et commercial de premier plan dans la péninsule arabique",

Agence

RECETTES PUBLIQUES AU LIBAN

Le gouvernement remet l'évasion fiscale au centre, audits et recouvrements à l'ordre du jour

Le Conseil des ministres consacre l'essentiel de ses échanges au premier point d'un ordre du jour annoncé comme long de 29 points. Le fil conducteur est budgétaire: comment augmenter rapidement les recettes de l'État alors que l'administration reste confrontée à des besoins de financement élevés et à une base fiscale fragilisée. Le gouvernement place au premier rang la lutte contre l'évasion fiscale et douanière, en la présentant comme un gisement immédiat de ressources. La discussion se déroule sur un fond économique lourd, marqué par une inflation encore très élevée ces der-

nières années. Selon des séries internationales de référence, l'inflation annuelle au Liban s'établissait à 45,2% en 2024, après des niveaux nettement supérieurs en 2023. Dans ce contexte, l'exécutif cherche des leviers de collecte qui ne reposent pas uniquement sur de nouvelles taxes, mais sur la récupération de sommes dues et sur la réduction des fuites. Évasion fiscale et douanière: cible prioritaire et enjeu chiffré Le cœur de la séance porte sur l'évasion fiscale et la fraude douanière, avec l'idée que

des montants importants échappent au Trésor. Des estimations techniques relayées ces dernières années dans des rapports d'assistance internationale avancent des pertes annuelles de plusieurs milliards de dollars liées à l'évasion et à la fraude, avec des fourchettes parfois situées entre 4 et 5 milliards de dollars par an, selon les méthodologies et les périmètres retenus. Le gouvernement met en avant une approche de court terme: renforcer les contrôles, augmenter le recouvrement effectif, et

concentrer l'action sur les circuits les plus exposés aux sous-déclarations et au contournement. La dimension douanière est présentée comme centrale, car elle touche à la fois les droits d'entrée et la TVA à l'importation. En toile de fond, la montée de l'économie de cash, documentée par plusieurs institutions, complique la traçabilité des transactions et affaiblit la capacité de contrôle, ce qui rend la lutte contre l'évasion plus coûteuse et plus technique.

Agence

SÉNÉGAL

Le pays renforce sa coopération avec le Brésil dans la filière laitière

En Afrique de l’Ouest, le Sénégal est l’un des principaux marchés pour les produits laitiers avec la Mauritanie, le Nigeria, le Ghana ou encore le Togo. Le pays qui vise l’autosuffisance, compte sur l’appui de partenaires étrangers qui bénéficient d’une expertise reconnue dans le secteur.

R I/agence

Au Sénégal, Mabouba Diagne, ministre de l’Agriculture, vient d’annoncer la signature prochaine d’un protocole d’accord avec son homologue brésilien. L’information relayée le jeudi 26 février par les médias locaux a été annoncée en marge de la deuxième Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD+20) qui se tient du 24 au 28 février à Carthagène, en Colombie.

Selon les autorités, ce nouveau partenariat vise à accélérer l’atteinte de l’autosuffisance en produits laitiers au Sénégal. Les interventions prévues seront axées sur le renforcement de la coopération scientifique entre la Société brésilienne de recherche agricole (Embrapa) et l’Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) ainsi que la mise en œuvre d’un programme de trans-

fert d’embryons de bovins Gir à fort potentiel laitier. Il est également prévu la structuration durable de la filière à travers des partenariats public-privé, le développement des cultures fourragères et de rations alimentaires performantes ainsi que la professionnalisation du secteur à travers la formation à la gestion de fermes laitières modernes, le renforcement de la mécanisation agricole et pastorale.

Poursuivre les efforts déjà engagés dans l’amélioration génétique

Ce rapprochement avec Brasilia dans la recherche est d’autant plus stratégique que le pays sud-américain bénéficie d’une bonne réputation pour le potentiel génétique de ses races bovines adaptées aux élevages en milieu tropical et affiche une position dominante sur le marché mondial des produits laitiers. Les données compilées par la

FAO montrent par exemple que le pays sud-américain s’est imposé comme le 5^{ème} producteur mondial de produits laitiers après l’Inde, les USA, le Pakistan et la Chine avec une offre de 36,6 millions de tonnes en moyenne par an entre 2021 et 2023.

Il faut noter que dans le cadre de son programme d’amélioration génétique du cheptel bovin, le gouvernement sénégalais subventionne depuis 2017 l’importation de bovins à haut potentiel de rendement de plusieurs origines dont le Brésil. La dernière initiative en date remonte au 10 janvier 2026, lorsque le ministère de l’Agriculture annonçait la réception de 1050 têtes de vaches de race Guzera et Girolando originaires du Brésil, dans le cadre d’un partenariat entre son ministère et le Groupe pour l’amélioration génétique et l’élevage pastoral et extensif au Sénégal (GEPES).

BURKINA FASO

Faso Mébo se dote d’une plateforme numérique pour la gestion des dons

En octobre 2024, les autorités burkinabè ont adopté l’initiative Faso Mébo. Elle a pour but de soutenir le développement du pays à travers, entre autres, les dons des citoyens. Le ministère chargé des TIC a décidé de contribuer également à l’initiative.

Le ministère burkinabè chargé des TIC a annoncé mercredi

25 février la dotation d’une plateforme numérique à Faso Mébo, une initiative du gouvernement pour soutenir le développement du pays. Baptisée Sereya, elle est destinée à assurer la gestion et le suivi des contributions citoyennes. Concrètement, Sereya permet de tracer les contributions, suivre les stocks en temps réel, générer automatiquement

des rapports et visualiser l’état d’avancement des réalisations financées. La solution est également interconnectée à la plateforme nationale de paiement Faso Arzeka, facilitant ainsi la sécurisation et la centralisation des flux financiers liés aux contributions.

« Cette réalisation est le fruit de l’engagement collectif de l’ensemble du personnel du

ministère mobilisé au service de l’intérêt général. [...] Le numérique n’est pas seulement un outil technologique. Il est un levier de transparence, de redevabilité et de confiance entre l’État et les citoyens », a indiqué Aminata Zerbo/Sabane, ministre burkinabè chargée des TIC.

R I.

NIGERIA

Le gazoduc AKK entrera en service en juillet prochain

AKK doit relier les bassins gaziers du sud aux pôles industriels du nord. Ce projet stratégique vise à renforcer le marché intérieur du gaz et à soutenir le développement du Gaz naturel comprimé (CNG) et du mini-LNG.

Au Nigeria, le gazoduc AKK, prévu pour satisfaire la demande en gaz de l’intérieur du pays, entrera en service au mois de juillet 2026. C’est ce qu’a annoncé le 26 février, Olalekan Ogunleye, vice-président exécutif chargé du gaz, de l’électricité et des nouvelles énergies, au sein de la société publique du pétrole (NNPC). C’était lors d’un forum sur les opportunités d’investissement dans les stations de mini-LNG et de CNG organisé à Abuja par Portland Gas, opérateur engagé dans le développement d’infrastructures de distribution de gaz.

D’un coût estimé à 2,8 milliards de dollars, cette infrastructure de 614 kilomètres doit relier les bassins gaziers du sud aux principaux centres de consommation du centre et du nord du Nigeria, notam-

ment Abuja, Kaduna, Kano et Ajaokuta. La NNPC présente ce projet comme un pilier de la stratégie nationale dite « Décennie du gaz », qui vise à repositionner le Nigeria comme une économie tournée vers la valorisation du gaz naturel pour l’électricité, l’industrie et le transport.

Fin décembre dernier, la NNPC avait annoncé la fin de travaux de soudure, l’une des dernières étapes de la phase technique du projet. Les principaux obstacles techniques du projet ont été levés avec l’achèvement du soudage de la conduite principale et la traversée du fleuve Niger, longtemps considérée comme l’un des points les plus sensibles du chantier, assure le responsable. L’un des principaux objectifs c’est de favoriser la production de gaz naturel comprimé (CNG). Les autorités estiment que les opérateurs ayant déjà basculé vers le CNG réalisent des économies de carburant comprises entre 40 et 60 %, ce qui modifie la structure des coûts du transport et améliore la compétitivité des entreprises.

Dans ce sens, Portland Gas prévoit de déployer une unité de production de LNG et de CNG destinée à alimenter des stations mobiles et des réseaux de ravitaillement pour les zones encore éloignées du réseau principal. L’entreprise a reçu l’assurance des responsables de la NNPC qu’elle sera alimentée dès le lancement du pipeline. Aucune indication précise n’a été fournie sur les volumes concernés par cette entente.

Avec plus de 209 trillions de pieds cubes de réserves prouvées, le Nigeria dispose de l’un des plus grands potentiels gaziers d’Afrique, mais une part significative de sa production continue d’être torchée faute de capacités de transport suffisantes. Le gazoduc AKK s’inscrit ainsi dans une logique de meilleure valorisation des ressources nationales et de réduction des pertes, tout en servant de socle à une nouvelle dynamique industrielle dans le nord du pays.

Agence

NIGERIA

Kaduna accueille un investissement de 30 millions \$ dans le gingembre

Le Nigeria est le premier producteur et exportateur africain de gingembre. Le gouvernement qui souhaite accroître la création de valeur ajoutée dans la filière, mobilise des investissements pour développer le segment de la transformation. Au Nigeria, le gouvernement a entamé les démarches pour établir un pôle de production et de transformation du gingembre dans la zone de gouvernement local de Kachia, située dans l’État de Kaduna.

L’annonce a été faite le 23 février dernier par Sunday Katung, le sénateur représentant la circonscription sénatoriale de Kaduna Sud, qui précise que ce nouveau projet mobilise un investissement de 40 milliards de nairas (29,5 millions \$), cofinancé à parts égales par le gouvernement nigérian et celui de l’État de Kaduna.

Selon les informations relayées par les médias locaux, l’installation devrait devenir le plus grand pôle de transformation du gingembre en Afrique une fois achevée. Si des détails supplémentaires concernant le projet n’ont pas été révélés, il est attendu de cet investissement un accroissement de la production de l’épice, la réduction des pertes post-récolte et la création de valeur ajoutée à l’exportation.

« Ce projet ne concerne pas seulement le gingembre ; il concerne aussi l’emploi, l’industrialisation rurale, la création de richesse et le rétablissement de l’espoir dans nos communautés agricoles. Nos agriculteurs passeront de la vente de produits bruts à la valorisation, la transformation et l’exportation », a ainsi déclaré M.Katung.

Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent que le Nigeria a expédié en moyenne 33 824 tonnes de gingembre sous forme brute par an entre 2021 et 2023, pour une valeur estimée à 18,1 millions \$.

Plus largement, le pôle industriel annoncé à Kachia permettra à l’État de Kaduna, qui s’impose déjà comme la principale zone de production de gingembre dans le pays, de consolider son poids dans la filière. En 2024, le Service national de vulgarisation agricole et de liaison pour la recherche (NAERLS) estimait la production nigériane de gingembre à 727 633 tonnes, dont 75,54 % est récolté dans l’État de Kaduna.

R.I.

POINT-MARCHÉS

L’Europe finit sans direction

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé vendredi, les craintes sur l'IA et la géopolitique incitant les investisseurs à se détourner du risque et à se réfugier sur l'obligataire. À Paris, le CAC 40 a perdu 0,47% à 8.580,75 points. À Francfort, le Dax a grappillé 0,09% et à Londres, le FTSE 100 a pris 0,59%.

L'indice EuroStoxx 50 a fini sur une baisse de 0,30%, le FTSEurofirst 300 a gagné 0,09% et le Stoxx 600 a progressé de 0,19%. Sur la semaine, le CAC 40 gagne 0,77%, pour une gain de 5,58% sur le mois, le plus important depuis janvier 2025. Le Stoxx 600, qui a touché trois nouveaux sommets ces derniers jours seulement, gagne 0,60% sur la semaine. Les marchés d'actions européens ont peiné à maintenir leur élan ce dernier vendredi d'un mois volatil, marqué par des tensions géopolitiques, les doutes persistants sur le secteur de la technologie et les résultats d'entreprise. Le renforcement de la présence militaire américaine au Proche-Orient suscite de vives craintes, malgré les négociations qui se sont tenues ces derniers jours à Genève, et laisse penser à la communauté internationale et aux investisseurs qu'une attaque de Washington contre la République islamique reste une option. La possibilité d'un conflit dans le pays producteur de pétrole fait encore grimper les prix du brut, qui atteignent leur plus haut niveau depuis l'été. Le moral des investisseurs reste en outre globalement affecté par la "tech", qui tire une nouvelle fois les indices américains vers le bas, dans un contexte de doutes quant aux investissements massifs destinés à développer l'IA et à l'impact que celle-ci pourrait avoir sur d'autres secteurs de l'économie. Les résultats de la coqueluche du secteur, Nvidia, bien que solides, n'ont pas réussi à sortir les opérateurs de leur déprime. Le Nasdaq et le S&P 500 sont ainsi en passe d'enregistrer leur plus forte baisse mensuelle depuis mars 2025, en pleine tempête commerciale. Les marchés regardent également avec méfiance tout chiffre d'inflation qui pourrait présager une politique monétaire américaine plus restrictive que souhaité, à l'image des prix à la production, qui ont augmenté plus que prévu en janvier, le coût des biens hors alimentation et énergie ayant connu sa plus forte hausse en plus de trois ans et demi. Ce rapport fait suite à un rapport sur l'inflation PCE qui était également supérieur aux prévisions. "Les acteurs du marché qui n'ont pas encore revu à la baisse leurs prévisions concernant les baisses de taux de la Fed cette année vont devoir s'empresser d'ajuster leurs comptes aujourd'hui", déclare Carl Weinberg, chef économiste chez High Frequency Economics.

Valeurs
L'équipementier automobile Valeo a perdu 3,27% après la publication de ses résultats annuels. TP a reculé de 3,5% les changements à sa direction annoncés la veille lors de la publication des résultats financiers du groupe n'ayant pas convaincu les investisseurs, tandis que les analystes sont restés prudents quant aux perspectives pour 2026. BioMérieux, qui a dit anticiper une croissance de son chiffre d'affaires entre 5% et 7% en 2026, a gagné 3,73%. Ailleurs en Europe, Swiss Re a pris 3,74%, le réassureur ayant annoncé une hausse supérieure aux attentes de son bénéfice net et un rachat supplémentaire d'actions. Le propriétaire de British Airways, IAG, a perdu plus de 7% malgré ses résultats, pénalisé par la hausse des prix du pétrole et faisant baisser dans son sillage l'ensemble du secteur des voyages et des loisirs (-2,5%). À Londres également, l'action Barclays a perdu 4,19% après des informations de presse selon lesquelles plusieurs banques, dont la banque britannique, pourraient subir des pertes liées à la faillite du fournisseur de prêts hypothécaires Market Financial Solutions Ltd.

A Wall Street
A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones recule de 1,19%, le Standard & Poor's 500 de 0,64% et le Nasdaq Composite de 0,98%. Nvidia cède encore 2,53% après avoir perdu plus de 5% la veille.

Les indicateurs du jour
L'inflation allemande calculée selon les normes européennes (IPCH) a ralenti à 2,0% sur un an en février, selon les données préliminaires publiées vendredi par l'Office fédéral de la statistique, tandis qu'en France, l'inflation IPCH a accéléré à 1,1% sur un an en février. Les investisseurs ne prennent connaissance des chiffres pour l'ensemble du bloc la semaine prochaine. La croissance de l'économie française a quant à elle accéléré au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, selon l'estimation détaillée publiée par l'Insee.

Changes
Le dollar recule de 0,17% face à un panier de devises de référence mais se dirige vers son premier gain mensuel depuis octobre,

soutenu par des tensions géopolitiques latentes. L'euro gagne 0,18% à 1,1818 dollar. Les craintes géopolitiques soutiennent également le franc suisse, tandis que le bitcoin est pénalisé.

Taux
La géopolitique décourage la prise de risques et pousse les investisseurs vers les obligations d'État, un actif refuge, ce qui entraîne une baisse des rendements des deux bords de l'Atlantique. Le rendement du Bund allemand à dix ans a reculé de 4,4 points de base à 2,6541%. Le deux ans a perdu 4 points de base à 2,0110%. "Les flux de capitaux se déplacent vers l'Europe et la dette européenne apparaît comme un actif refuge temporaire", souligne Ludovic Subran, chef économiste chez Allianz Investment Management. "Les investisseurs internationaux se tournent de plus en plus vers l'Europe, et en par-

ticulier vers les marchés centraux comme le Bund allemand, comme substitut aux actifs refuges mondiaux". Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans perd 4 points de base à 3,9773%, tout comme celui de l'obligation à deux ans, qui s'établit à 3,4076%.

Pétrole
Les prix du pétrole progressent vendredi sur fond de tensions au Proche-Orient. Le Brent avance de 2,35% à 72,41 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 2,02% à 66,53 dollars.

Métaux
Les prix de l'or progressent vendredi de près de 1% à 5.233 dollars l'once avec les tensions géopolitiques et alors que la baisse des rendements des bons du Trésor américain stimule encore le cours du métal précieux. Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Février 2026

Valeur : 02 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.7753	129.7903
1	EUR	EURO		153.3036	153.3343
1	GBP	POUND STERLING		175.7996	175.8438
100	JPY	JAPANESE YEN		83.1626	83.1936
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9758	18.9807
1	CHF	SWISS FRANC		168.1245	168.1657
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.9691	95.0149
1	DKK	DANISH KRONE		20.5224	20.5280
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3934	14.3978
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.5843	13.6053
1	AED	UAE DIRHAM		35.3303	35.3440
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5994	34.6071
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6574	424.8455
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.4829	44.9300
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1455	14.1472
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4493	20.5543
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2616	3.2717
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2403	178.2403

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en baisse face aux doutes sur l’IA

La Bourse de New York a terminé dans le rouge vendredi, à nouveau crispée par les craintes d'un chamboulement provoqué par l'intelligence artificielle (IA) et sur fond d'inflation tenace, dans une séance où Paramount s'est envolée avec la perspective de l'acquisition de Warner Bros Discovery. L'indice Nasdaq a reculé de 0,92%, le Dow Jones a cédé 1,05% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,43%. "L'IA, qui a dopé le marché l'année dernière, pèse aujourd'hui sur les cours", résume auprès de l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investments. "Les craintes se propagent, car nous ne savons pas quel sera exactement l'impact de l'intelligence artificielle" sur l'économie, poursuit l'analyste. Dernier exemple en date: l'annonce du licenciement de 40% des effectifs

du spécialiste des systèmes de paiement Block (ex-Square). L'entreprise fondée par Jack Dorsey - cocréateur et ancien patron de Twitter - a justifié cette décision par le déploiement en interne de l'IA. Si le titre s'est envolé de plus de 16% à Wall Street, des analystes s'inquiètent d'un bouleversement plus profond sur le long terme. "Les actions des éditeurs de logiciels ont été malmenées ces dernières semaines", rappelle Adam Sarhan, plombés par la perspectif d'un impact négatif de l'IA sur leur modèle économique. Et les doutes persistent aussi quant aux perspectives de retour sur investissement des dépenses massives consacrées à l'IA par les acteurs de la tech. La place américaine a également pâti vendredi d'une hausse supé-

rieure aux attentes des coûts de production des entreprises aux Etats-Unis en janvier. Sur un mois, l'indice des prix à la production (PPI) a augmenté de 0,5% (contre 0,4% en décembre), alors que les investisseurs tablaient sur un ralentissement. "Toute donnée suggérant une hausse de l'inflation est mauvaise pour les marchés" remarque M. Sarhan, car elle annonce une possible pause dans le cycle de baisse des taux de la banque centrale américaine. Wall Street voit généralement d'un bon oeil la perspective d'un assouplissement monétaire, de nature à stimuler la croissance des entreprises. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts de l'Etat américain à 10 ans se détendait par rap-

port à la clôture la veille, à 3,95% vers 21H15 GMT contre 4,00%. Le deux ans, plus sensible à la conjoncture, à même touché un plus bas depuis 2022, évoluant autour de 3,38%. "Les investisseurs se tournent vers des actifs refuges", notamment "face aux tensions géopolitiques persistantes" entre les Etats-Unis et l'Iran, observent les analystes de Briefing.com. Côté entreprises, l'action du groupe de cinéma et de télévision Paramount Skydance s'est envolée de 20,84% à 13,51 dollars, les investisseurs applaudissant la perspective de l'acquisition de son concurrent Warner Bros Discovery, après une longue bataille avec Netflix. Celle de Warner Bros a reculé de 2,19%, le titre Netflix bondissant de 13,75%.

Le fabricant d'ordinateurs et serveurs Dell a été propulsé (+21,82% à 147,95 dollars), porté par ses résultats trimestriels largement supérieurs aux attentes, notamment un bénéfice net par action de 3,89 dollars contre 3,53 dollars escompté. Le spécialiste de l'informatique à distance ("cloud") CoreWeave (-18,51% à 79,56 dollars) a été sanctionné pour avoir fait moins bien qu'attendu lors des trois derniers mois de 2025. L'entreprise a aussi communiqué des prévisions qui ont déçu le marché. L'application d'apprentissage des langues Duolingo a glissé (-14,01% à 101,00 dollars) malgré des résultats trimestriels au-dessus des attentes, les investisseurs ayant plutôt retenu ses prévisions en-deçà des attentes. Agence

MALGRÉ LA SAISINE DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UE

Ursula von der Leyen annonce l'application provisoire de l'accord commercial avec le Mercosur

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé ce vendredi que l'Union européenne allait appliquer de façon provisoire l'accord commercial avec les pays du Mercosur, en dépit des fortes réserves exprimées par la France et de la saisine de la Cour de justice de l'UE par les eurodéputés.

Synthèse Rédaction Internationale

"Au cours des dernières semaines, j'ai échangé sur cette question de manière approfondie avec les États membres et les élus du Parlement européen. Sur cette base, la Commission va désormais procéder à l'application provisoire", a-t-elle déclaré lors d'une courte allocution à la presse. "C'est une décision que je regrette. J'avais eu l'occasion de dire lorsque le Parlement européen a décidé de saisir la Cour de justice de l'UE, que l'application provisoire de l'accord serait très préjudiciable au regard du fonctionnement de nos institutions et surtout de l'esprit de nos institutions européennes", a réagi dans la foulée la ministre

de l'Agriculture, Annie Genevard. "Je pense que ce n'est pas conforme au respect qui aurait dû prévaloir de la décision du Parlement européen", a-t-elle ajouté. Cette application du texte n'est toutefois pas une surprise. Fin janvier, un diplomate de l'UE avait déjà déclaré que "l'accord UE-Mercosur sera appliqué provisoirement dès que le premier pays du Mercosur l'aura ratifié". Or, l'Uruguay est devenu jeudi le premier pays à ratifier le texte, suivi de l'Argentine.

Saisine de la Cour de justice européenne

Réunis en session plénière à Strasbourg le 21 janvier, les eurodéputés ont de leur côté approuvé une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sur l'accord

commercial avec le Mercosur. La CJUE devra maintenant vérifier si l'accord est conforme aux traités européens ou s'il doit être retoqué. Cette saisine suspend le processus de ratification pendant un an et demi, mais la Commission européenne conserve le droit dans l'intervalle d'appliquer provisoirement cet accord. L'accord de libre-échange conclu au bout de 25 ans de négociations, crée une des plus grandes zones de libre-échange au monde, pesant 30% du PIB mondial et plus de 700 millions de consommateurs. Il doit permettre à l'UE d'exporter davantage de voitures, machines, vins et spiritueux, tout en facilitant l'entrée en Europe de viande bovine, de volailles, de sucre, de riz, de miel et de soja sud-américains.

À PARTIR DE DIMANCHE

La Chine va lever certaines taxes sur des produits canadiens

La Chine a annoncé vendredi lever temporairement certaines taxes douanières sur plusieurs produits canadiens à partir du 1^{er} mars, conformément à l'accord conclu lors de la visite du Premier ministre canadien Mark Carney en Chine en janvier. Cette mesure fait suite à l'assouplissement par Ottawa des mesures prises à la rencontre des véhicules électriques et de l'acier chinois, et

entrera en vigueur dimanche jusqu'au 31 décembre de cette année, a déclaré le ministère chinois du Commerce dans un communiqué. Il n'a pas été précisé quels produits canadiens bénéficieraient de cette suspension des droits de douane, le ministère indiquant que "les ajustements tarifaires seront annoncés séparément". Mais dans le cadre de cet accord « commercial historique préliminaire,

mais historique », selon les mots du Premier ministre canadien, la Chine devait réduire les droits de douane sur les produits à base de canola (colza transgénique canadien) à environ 15 %, contre 84 % actuellement. En contrepartie, le Canada a accepté d'importer 49.000 véhicules électriques chinois sous le couvert de nouveaux droits de douane préférentiels de 6,1%.

En mars 2025, Pékin imposait une surtaxe de 100% sur l'huile de colza canadienne, les pois et les tourteaux, utilisés pour l'alimentation animale. Cette mesure représente, pour Pékin, une réponse à la décision d'Ottawa l'année dernière d'imposer des droits de 100% sur les véhicules électriques chinois, en réponse aux mesures américaines similaires.

R. I.

ALLEMAGNE

Le taux de chômage reste stable à 6,3% en février

Le taux de chômage s'est maintenu en Allemagne à 6,3% en février, un niveau inchangé depuis mars de l'an dernier, selon une estimation officielle publiée vendredi. En données brutes, 3,07 millions de personnes étaient sans emploi, soit près de 15.000 de moins qu'un mois auparavant, nombre se maintenant au-dessus de la barre des 3 millions de franchise en janvier pour la première fois depuis août, selon un communiqué de l'Agence fédérale

pour l'emploi. Ce chiffre est en augmentation de 81.000 personnes sur un an. "Même à la fin de la pause hivernale, le marché du travail ne parvient pas à redémarrer", a commenté la présidente de l'agence Andrea Nahles, lors d'une conférence de presse. Selon les données corrigées des variations saisonnières (CVS), le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 1.000 en février par rapport à janvier. Après trois années moroses, les indicateurs montrent récemment

des signes timides de reprise de l'économie allemande, qui devraient selon la Banque fédérale allemande gagner en vigueur à partir du printemps, après un premier trimestre encore attendu comme faible. Les milliards d'euros en provenance des programmes d'investissement du gouvernement fédéral "devraient générer des impulsions de demande notables, notamment dans le secteur du bâtiment", selon Mme Nahles.

Agence

AUSTRALIE

L'inflation reste à 3,8 %

Le Bureau commercial du Vietnam en Australie a compilé un résumé des principales actualités du marché australien pour la semaine du 22 au 27 février 2026, à l'intention des entreprises et du public. D'après les données récemment publiées par le Bureau australien des statistiques (ABS), l'indice des prix à la consommation (IPC) du pays a progressé de 3,8 % au cours des douze mois précédant janvier 2026. Cette hausse s'explique principalement par le logement (+6,8 %), l'alimentation et les boissons non alcoolisées (+3,1 %), ainsi que les loisirs et la culture (+3,7 %). Concernant le logement, la fin des subventions énergétiques fédérales et éta-

tiques fin 2025, qui a entraîné une flambée des factures d'électricité en janvier 2026, a fortement contribué à l'inflation dans ce secteur. À noter que le taux d'inflation moyen corrigé en janvier 2026 a augmenté à 3,4 % contre 3,3 % en décembre 2025, ce qui indique que l'inflation est toujours légèrement orientée à la hausse. Les États-Unis maintiennent un droit de douane de 10 % sur les marchandises provenant d'Australie. Le secrétaire au Commerce, Don Farrell, a confirmé que les États-Unis maintiennent un droit de douane de 10 % sur les marchandises australiennes, après que le président américain Donald Trump a annoncé le rétablissement de droits de douane à l'importation d'au moins 15 % sur les marchan-

dises importées aux États-Unis, à compter du 24 février 2026. Il a toutefois reconnu que ce taux de 10 % pourrait n'être que temporaire et pourrait changer si les États-Unis modifient continuellement leur politique. Actuellement, les États-Unis sont le principal partenaire économique de l'Australie. En 2024, les échanges commerciaux entre les deux pays ont dépassé 133 milliards de dollars américains, les exportations australiennes s'élevant à 40 milliards de dollars et les importations à plus de 93 milliards. Les États-Unis sont un fournisseur majeur de machines, d'équipements de haute technologie et de services financiers pour l'Australie.

R.I.

CANADA

Le PIB recule de 0,6% au dernier trimestre 2025

Le produit intérieur brut (PIB) du Canada s'est contracté de 0,6% au quatrième trimestre 2025, tandis que sa croissance sur l'ensemble de l'année est maintenue dans le vert, à +1,7%, selon les données de Statistique Canada publiées vendredi.

Enregistrée sur fond de recul des exportations liées aux droits de douane imposés par les États-Unis, c'est la croissance annuelle la plus faible au Canada depuis 2020, a relevé l'organisme des statistiques. La réponse du PIB au quatrième trimestre de l'an passé, par rapport au dernier trimestre de 2024, est nettement plus marquée que les prévisions des analystes, qui tablaient sur un recul de 0,2%.

Sur l'ensemble de l'année 2025, la progression de 1,7% du PIB est le « plus faible rythme de croissance annuel depuis la diminution enregistrée en 2020 », un relevé Statistique Canada. "La baisse des exportations, notamment celles vers les États-Unis, a été le principal facteur à l'origine du ralentissement de la croissance du PIB en 2025", a expliqué l'organisme.

APS

INDE

Croissance plus rapide que prévue fin 2025

L'activité économique indienne a connu une croissance plus rapide que prévue au cours du dernier trimestre 2025, selon les données officielles publiées vendredi qui font état d'une hausse de 7,8% en glissement annuel.

Elle s'explique par une consommation des ménages soutenus et un nouveau cadre de calcul plus précis de la production économique, selon le ministère des Statistiques.

Bien que le taux de croissance du pays soit inférieur aux 8,4% sur un an enregistré au trimestre précédent, il dépasse légèrement les attentes du marché, qui tablait sur 7,6%.

Les chiffres du PIB sont les premières données publiées selon un cadre révisé qui, selon New Delhi, reflète mieux « les réalités d'une économie en pleine mutation ». La refonte des données a conduit l'Inde à adopter l'année de référence du PIB 2022-2023 au lieu de 2011-2012 et à intégrer une évaluation des prix plus finement graduée afin de répondre aux inquiétudes selon lesquelles les méthodes précédentes reposaient trop fortement sur l'indice des prix de gros.

APS

DANS LA PLUS GRANDE DES DISCRÉTIONS

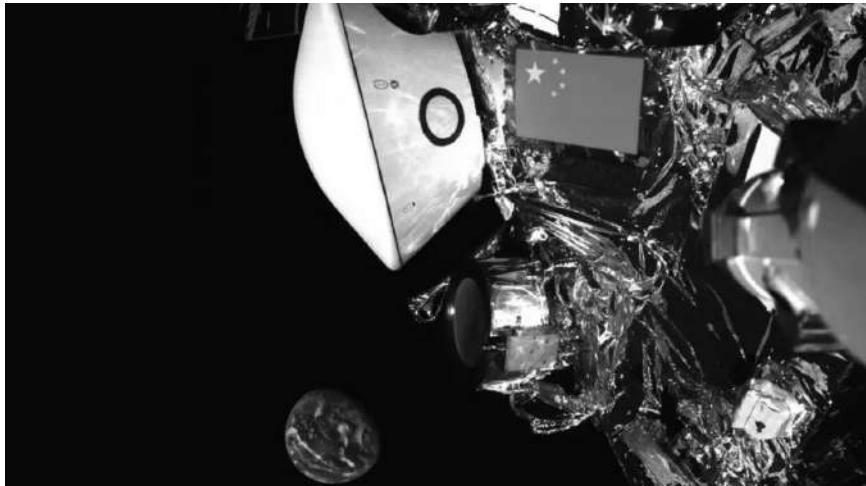
La Chine s'apprête à récupérer l'échantillon d'un astéroïde

Dans une rare mise à jour officielle, l'agence spatiale chinoise (CNSA) a confirmé que la sonde Tianwen-2 poursuit sa route nominalement vers l'astéroïde Kamoʻoalewa. Sa mission devrait consacrer l'Empire du Milieu comme une puissance de premier plan dans l'exploration de l'espace.

En 2016, la sonde OSIRIS-REx de la NASA a atteint l'astéroïde Bennu pour y effectuer un prélèvement. Sept ans plus tard, elle a marqué l'histoire en rapportant 121,6 grammes de poussière et de roches carbonées sur Terre. De quoi offrir aux scientifiques des indices précieux sur la formation du Système solaire et l'origine de l'eau sur Terre. La Chine veut réitérer l'exploit.

Un satellite qui intrigue les scientifiques

Lancée le 28 mai 2025 par une fusée Long March 3B, Tianwen-2 entame actuellement la phase finale de son voyage vers Kamoʻoalewa. Si tout se passe comme prévu, elle arrivera à destination en juillet 2026. Ce petit astéroïde de 40 à 100 mètres de diamètre fascine la communauté scientifique : il s'agit d'un « quasi-satellite » de la Terre qui, selon certaines analyses, pourrait être un fragment de notre propre Lune, éjecté lors d'un impact massif il y a des millions d'années. Cette mission s'inscrit dans la lignée directe de Tianwen-1, le premier grand succès planétaire de la Chine. En 2021, le pays a réussi l'exploit de placer un orbiteur autour de Mars, tout en faisant



atterrir le rover Zhurong sur la surface de la planète rouge dès sa première tentative. La CNSA entend désormais capturer de la poussière d'astéroïde, un défi technique encore plus complexe.

Un système de collecte polyvalent

Pour garantir le succès de la collecte, la Chine a conçu un système polyvalent. Contrairement aux missions précédentes qui se contentaient d'un seul mode, Tianwen-2 utilisera plusieurs méthodes distinctes selon la nature du terrain.

Le premier s'apparente à la mission OSIRIS-REx. Concrètement, la sonde effectuera un contact ultra-rapide avec la surface pour aspirer des fragments de régolithe. Le second, lui, consistera à forer et à extraire des échantillons plus profonds si la surface est trop rocheuse. Cette mission, au-delà de la démonstration de la force de frappe technique de la Chine, sert également de banc d'essai pour le futur : les technologies de navigation autonome et de forage sont les piliers de Tianwen-3, dont l'objectif sera de rapporter des échantillons de Mars jusqu'à la Terre.

NVIDIA devient le premier client de TSMC

Ça y est, TSMC change enfin de meilleur client. Et son identité n'étonnera personne, dans cette période de folie de l'IA ! L'intelligence artificielle a bien pris l'allure de ce qu'on pouvait voir dans les siècles précédents au moment des ruées vers l'or. Car, à chaque fois, celui qui y gagne, c'est celui qui fournit les pelles. Aujourd'hui, le fournisseur de pelles, c'est NVIDIA, dont les GPU sont recherchés par toutes les grandes entreprises qui développent des systèmes d'intelligence artificielle. Depuis, la société de Jensen Huang est montée au sommet, pour devenir la première capitalisation au monde. Et elle vient de prendre une autre première place.

NVIDIA remplace enfin Apple comme client numéro 1 de TSMC

Pendant des années, Apple était le premier client, et de loin, de TSMC, qui fond ses puces maison, que l'on retrouve dans tous les iPhone. Un statut qui semblait intouchable, jusqu'à l'explosion de la technologie de l'intelligence artificielle. NVIDIA était ainsi devenu rapidement un client presque aussi important qu'Apple. Un « presque » qui est maintenant à totalement mettre à la poubelle, puisque sur l'année 2025, la société de Jensen Huang est finalement passée au stade de client numéro 1 de TSMC.

Les meilleures technologies de TSMC vont être utilisées par NVIDIA à l'avenir

L'an dernier, NVIDIA a en effet représenté 19% de la production effectuée par TSMC, contre 17% pour Apple. Le premier a permis de générer environ 23,4 milliards de dollars de revenus l'an dernier, contre près de 20,5 milliards de dollars pour Apple. La première place de NVIDIA est impressionnante quand on sait que la valeur de ses commandes à TSMC entre 2024 et 2025 a doublé. Et ce partenariat a de l'avenir, tant NVIDIA compte utiliser le meilleur de TSMC pour ses prochains produits. Ainsi, si le système Vera Rubin est produit avec des procédés de gravure à 3 nm, le prochain Rubin Ultra fera lui appel à des procédés affichant une finesse de gravure de 2 nm. Plus loin, la génération ultérieure Feynman verra elle le jour via le procédé de gravure à 1,6 nm.

Crise de la capsule Starliner : la NASA fait le ménage à la direction des vols habités

La NASA fait le ménage au sein de sa direction, une semaine après la publication d'un rapport explosif sur la gravité de l'incident de la capsule Starliner. Deux têtes sont tombées. En 2024, le vaisseau de Boeing a rencontré des problèmes de propulseurs lors de son approche de la Station spatiale internationale (ISS), durant sa toute première mission habitée. L'incident a poussé la NASA à trouver un autre véhicule de rapatriement pour Suni Williams et Butch Wilmore, qui ont passé neuf mois dans l'espace au lieu de dix jours. La semaine dernière, l'agence spa-

tiale a publié un rapport interne de 300 pages sur l'affaire, révélant que son ampleur était bien plus importante que ce qui avait filtré dans les médias : la vie des astronautes était clairement en danger.

Les deux programmes concernés par Starliner touchés

Désormais, la NASA annonce d'importants changements à la tête des deux programmes concernés : le Space Operations Mission Directorate (SOMD) et le Commercial Crew Program (CCP). Le premier gère, entre autres, le programme de la Station spatiale internationale,

le vol habité, le développement d'une future économie privée en orbite basse, les services de lancement ou encore les communications spatiales. Le CCP, également sous la houlette du SOMD, supervise les vols d'astronautes opérés par SpaceX et Boeing vers l'ISS. Ce dernier était dirigé par Steve Stich depuis 2020, mais il vient d'être évincé pour devenir conseiller du programme Human Landing System (HLS), qui se charge des atterrisseurs lunaires dans le cadre du programme Artemis. Il est remplacé par Dana Hutcherson, ancienne adjointe en ingénie-

rie et intégration des systèmes. Un profil très technique qui devra travailler conjointement avec Boeing pour déterminer si la capsule Starliner est finalement apte à transporter des astronautes à nouveau.

« Les dirigeants devront rendre des comptes »

Kenneth Bowersox, astronaute vétéran qui dirigeait le SOMD depuis 2023, a pour sa part annoncé son départ à la retraite. C'est Joel Montalbano, ancien directeur de vol, puis responsable du programme de l'ISS au centre spatial Johnson, qui lui succède par intérim.

Si la NASA ne mentionne évidemment pas l'incident de Starliner dans son communiqué, celui-ci a bien entendu laissé des traces. « La promotion programmatique a dépassé les limites raisonnables et a mis en danger la mission, l'équipage et le programme spatial américain d'une manière qui n'était pas pleinement comprise au moment où les décisions ont été envisagées. Cela a créé une culture de méfiance qui ne doit plus jamais se reproduire, et les dirigeants devront rendre des comptes », a déclaré Jared Isaacman, administrateur de la NASA, le 19 février dernier. Au moins, c'est clair.

Brèves

Dell boucle un exercice 2026 historique grâce à l'IA

Les résultats financiers publiés par le texan pour son quatrième trimestre et son exercice fiscal 2026, clos le 30 janvier 2026, sont particulièrement satisfaisants. Le chiffre d'affaires annuel a atteint 113,5 Md\$, en hausse de 19% sur un an, tandis que le bénéfice par action dilué (GAAP) a bondi de 36% à 8,68 dollars. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires a grimpé de 39% à 33,4 Md\$, avec un bénéfice par action en progression de 57%, selon un communiqué de presse du fournisseur. Moteur principal de cette performance, le segment Infrastructure Solutions Group (ISG) a enregistré un chiffre d'affaires trimestriel record de 19,6 Md\$, porté par les serveurs taillés pour l'IA dont les ventes ont explosé de 342% à 9 Md\$ sur le seul quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'exercice,

Dell a enregistré plus de 64 Md\$ de commandes pour ses serveurs IA. Pour l'exercice 2027, le groupe vise un chiffre d'affaires d'environ 140 milliards de dollars, dont 50 milliards issus des seuls serveurs IA, soit une hausse attendue de 103% !

Mega contrat entre Google et Meta sur les TPU

Selon The Information, la firme de Mark Zuckerberg aurait conclu un contrat de plusieurs milliards de dollars sur les TPU de Google. Le site indique que ces puces et notamment les TPU Ironwood présentées en 2025 serviront à entraîner les LLM de Meta. En début de semaine, la société avait conclu un accord pluriannuel avec AMD d'un montant de 60 milliards de dollars pour la fourniture de puces IA dont les derniers GPU

Instinct MI450, basés sur l'architecture CDNA 5 (Compute DNA, 5e génération) et gravés en 2 nm. Une course à l'approvisionnement qui montre les besoins en composants face à la demande croissante en IA.

OpenAI lève 110 Md\$

La société a finalisé son tour de table avec la participation d'Amazon à hauteur de 50 Md\$ comme l'indiquait hier la presse américaine. Softbank et Nvidia vont investir 30 Md\$ chacun (initialement Nvidia voulait investir 100 Md\$). Cette opération valorise OpenAI à 730 Md\$. Comme lors des levées de fonds précédentes, il est probable qu'une part importante du montant soit investie sous forme de services plutôt que d'argent, bien que la répartition exacte n'ait pas été divulguée.

NON-SENS ÉCOLOGIQUE ET SABOTAGE SUR FOND DE TENSIONS SOCIALES

En Suède, la tension monte pour Tesla

Première semaine de février, début de la période des vacances d'hiver en Suède. De nombreux automobilistes prennent la route. Le pays, plus avancé que la France en termes de mobilité électrique, connaît un fort besoin en bornes de recharge. Qu'à cela ne tienne, Tesla installe un Supercharger provisoire... fonctionnant au diesel. Résultat : moins d'un mois plus tard, l'installation est sabotée, mais pas uniquement pour des raisons écologiques.

Le réseau de Superchargers Tesla évolue rapidement en Suède, mais ce n'est pas toujours synonyme d'améliorations. Début février, pour prévoir une forte affluence sur la route E16 en période de vacances hivernales, la marque a installé un nouveau Supercharger, mais moins d'un mois après, celui-ci est déjà hors service. En cause : un sabotage. Faute de pouvoir le relier au réseau, celui-ci fonctionne au diesel. Ou comment consommer du gazole en roulant électrique. Cette méthode a par ailleurs déjà été vue aux États-Unis pour implanter des Superchargers dans des zones isolées des réseaux électriques, bien que la marque s'oriente désormais vers le solaire pour les stations hors réseau. Pour limiter l'impact écologique, le Supercharger installé en Suède est alimenté par du HVO 100, un carburant fabriqué à partir de graisses végétales ou animales, d'huiles usagées, de déchets d'abattoirs traités par hydrogène. Sa production comme son usage émettent moins d'émissions que le carburant classique. Pas de quoi faire changer d'avis une personne visiblement remontée contre la marque américaine. La méthode utilisée était simple mais efficace. Les prises des bornes ont été plongées dans de l'eau puis, lorsque celle-ci a gelé, le Supercharger est devenu inopérant.

Un acte guidé par des raisons sociales

Bien sûr, l'usage de gazole, même de synthèse, interroge en termes d'impact écologique, en particulier lorsqu'il sert à alimenter des voitures se voulant vertes. Mais aucun doute ne plane : ce n'est pas pour ce type de conviction qu'a agi le vandale. Il a fait connaître ses motivations avec une pancarte laissée sur le lieu du



méfait, portant l'inscription : « Non aux syndicats ? Non au fascisme et aux briseurs de grève. Elon, rentre chez toi. » Le contexte entre Tesla et ses employés en Suède est particulièrement tendu, avec une grève qui dure depuis plus de deux ans ! Alors qu'il est d'usage dans le pays de dialoguer avec les syndicats, l'entreprise fait tout pour les contourner et la situation n'a de cesse de dégénérer. Le conflit vient du refus catégorique de Tesla de signer la convention collective du secteur. Dans le pays, il n'existe pas d'équivalent à notre Smic, aucun salaire minimum

interprofessionnel. Ce sont les conventions collectives de chaque branche qui définissent les rémunérations minimales. Sur la base de cette convention, les syndicats, ici IF Metall, négocient la rémunération et les conditions de travail avec l'entreprise. Ce que refuse Tesla, qui veut imposer ses conditions. La marque avance qu'elle propose des rémunérations et des conditions de travail au-dessus des minimums requis par la convention, ce que dément IF Metall. Disposant d'importants fonds pour financer les grèves, l'organisation et envi-

ron 70 salariés continuent de résister, bien qu'ils aient été 300 au début du mouvement en octobre 2023. Les salariés les plus touchés par ce mouvement sont principalement ceux travaillant dans les ateliers. Par ailleurs, des entreprises et des syndicats d'autres secteurs mènent des actions de soutien au mouvement. Des entreprises de maintenance électrique refusent d'intervenir sur des Superchargers, tandis que des dockers et des transporteurs ont bloqué des livraisons pendant un temps. Plus insolite, les concessionnaires n'ont, pendant un temps, plus reçu de plaques d'immatriculation.

Un syndicat qui ne cautionne pas le sabotage mais reste déterminé

Pour en revenir au sabotage de ce Supercharger, si cette action pourrait être l'œuvre d'un gréviste, IF Metall, via son responsable des relations presse Jesper Pettersson, se désolidarise de ce geste. Si la méthode n'est pas cautionnée, cela ne change rien au bras de fer en cours. M. Pettersson a commenté auprès de nos confrères du média suédois Vibilägare : « Nous trouvons remarquable qu'au lieu de choisir la voie de la facilité et de signer une convention collective pour nos membres, on préfère recourir à tous les moyens possibles pour contourner la grève. » Pour pallier le manque de personnel dû à la grève, Tesla a préféré recruter de la main-d'œuvre à l'étranger. Celle-ci travaille donc sans aucun encadrement des conditions de rémunération et de travail à la place des employés locaux de la marque. De quoi encore ajouter de l'huile sur le feu à une situation dont l'issue semble bouchée.

BUGATTI W16 MISTRAL "LA PERLE RARE"

1 600 ch sous une robe blanc nacré très assumée

Peut-on transformer l'ultime roadster W16 en œuvre d'art roulante inspirée d'une perle nacrée ? Chez Bugatti, la réponse est évidemment oui. Avec la W16 Mistral "La Perle Rare", le programme Sur Mesure pousse la personnalisation à un niveau rarement atteint. Reste une question plus subjective : lorsque l'on dispose d'un tel budget, faut-il forcément repeindre la voiture la plus rapide du monde en blanc et or façon latte macchiato ? Régulièrement, Bugatti met en avant ses dernières créations. Dernière en date, celle appelée en toute humilité "La Perle Rare". C'est écrit en grand sous l'aileron arrière actif. On apprend que cette Bugatti W16 Mistral a été commandée lors du Concours d'élégance de Pebble Beach en août 2023, lors d'un échange entre un client et Jascha Straub, responsable des projets Sur Mesure. Le projet s'articule autour d'un thème baptisé "Vagues de Lumière", avec une séparation visuelle entre partie supérieure et inférieure de la carrosserie. En effet, deux teintes inédites ont été développées : un "doré chaud" appliqué sur les surfaces supérieures, et un "blanc chaud" métallisé pour la partie basse. Les lignes peintes à la main ont nécessité des centaines

d'heures de masquage et d'application. Quant aux jantes diamantées, elles reprennent le duo de teintes, tout comme l'habitacle qui prolonge ce thème avec du carbone peint en blanc, des inserts dorés, un éclairage d'ambiance chaud et des pièces en aluminium poli. On retrouve la signature "La Perle Rare" sur le tunnel central ainsi que le capot moteur. Enfin le célèbre éléphant de Rembrandt Bugatti est intégré au levier de vitesses et aux panneaux extérieurs. Sur le plan artisanal, la firme de Molsheim montre une fois de plus tout son savoir faire. En revanche, pour ce qui est du goût et des couleurs...

Une esthétique qui divise

Le débat est évidemment subjectif, mais il faut bien avouer que le duo de couleurs n'est peut-être pas le plus simple à porter sur une Bugatti. Ni le plus discret, si tant est que le modèle en lui-même le soit... Le contraste blanc chaud / or nacré fonctionne bien de face, mais à l'arrière, le diffuseur entièrement blanc alourdit visuellement l'ensemble. Et sur une hypersportive capable de dépasser les 450 km/h, le blanc pur en partie basse n'est probablement pas



la teinte la plus simple à préserver dans le temps... Mais comme souvent sur les "one-off", plus la person-

nalisation est poussée, plus elle s'éloigne des canons esthétiques classiques de la marque. Parfois

pour le meilleur. Et parfois pour le pire. Ce qui fait la force du programme Sur Mesure, qui laisse la liberté totale au client, peut aussi produire des résultats très clivants. Et c'est peut-être précisément ce que recherche ce type de collectionneur qui n'aimerait sans doute pas se retrouver avec la même W16 Mistral que celle de son voisin (et avouez que vous non plus !).

Toujours 1 600 ch... sans hybridation

Sous cette livrée discutable, la base technique reste spectaculaire. La W16 Mistral, dérivée de la Chiron, constitue l'ultime déclinaison du W16 quad-turbo de 8,0 l, développant 1 600 ch (1 177 kW) et 1 600 Nm. Et sans aucune assistance hybride. En 2024, une version "World Record Car" a atteint 453,91 km/h sur la piste de Papenburg, faisant de la Mistral le roadster le plus rapide au monde.

Le prix de cette commande spécifique n'a évidemment pas été communiqué. La base d'une W16 Mistral débute autour de 5 millions d'euros, et la version record s'élevait à 14 millions d'euros. Peut-être cette "La Perle Rare" se trouve-t-elle quelque part entre les deux ?

Mots fléchés

Vision		Ménagerie		Cité de la mythologie nordique		Sésames		Éclaireur		Le loup		Femelle d'un oiseau aquatique		Dérivé
Surnom d'un roi français (trois mots)		Imagination		Pays européen		Volatiles								
												Paresseux		
												Approprié		
État américain								Poitrine						
Service commercial														
			Découragements											
			Divisible par deux											
Restauré														
Livre avec bulles						Petit officier	Lucarne (trois mots)			Chut !		L'Estonie		
		Région espagnole												Uniformatisation
		Absence de lumière												
Poltron	Abri douillet				Relatives à l'utérus									
	Armes blanches				Vase funéraire									
						Île italienne		Corps pesant						
								Fils en hébreu						
Passereau				Enzyme		Précédent				Tantale				
Avion à réaction										Aérodrome				
			Recueil d'anecdotes				Ville du Nord							
							Argent argotique							
Fabrique		Échassier	Décision de justice									Petit ruisseau		
					Large cuvette				Rôda					
Forfait	Bruit confus		Nourritures	Partie mâle d'un assemblage						Divinité égyptienne				
				Grand lac américain						Agacent				
					Brame									
					Astate				Petite classe			Équerre		
Détruirai														
Américium							Pissés		Pièce de viande					
		Héros de bande dessinée												
		Rideau							Colères					
Crochet					Ville de Mésopotamie			Vieille armée				Cercle brillant		
Tonneau					Grefe			Nickel						
			Océan	L'Irlande poétique					Ville espagnole		Sans les taxes			
				Planche de bois										
Oeuvre littéraire						Aplanis								
Aluminium														
	Cavalier et mercenaire allemand							Indium			Saint normand			
	Anneau de cordage					Groupe à l'armée								

La NASA reporte son projet d’alunissage à 2028

La NASA a annoncé vendredi des ajustements à son programme d'exploration lunaire Artemis, reportant ainsi l'alunissage de 2027 à 2028. Selon le plan révisé, la mission Artemis III se concentrera sur le test des systèmes et des capacités opérationnelles en orbite terrestre basse en 2027, en préparation de la mission d'alunissage Artemis IV en 2028, a déclaré la NASA dans un communiqué de presse.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 1^{er} mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MÉTÉO

Des vents forts avec soulèvement de sable jusqu’à dimanche sur des wilayas du Sud

Des vents forts, atteignant ou dépassant parfois 80 km/h en rafales, avec soulèvement de sable réduisant fortement la visibilité, souffleront, jusqu'à dimanche sur plusieurs wilayas du sud du pays, indique, samedi, un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne la wilaya de Tindouf et ce, jusqu'à dimanche à 03h00, avec une direction et force des vents variables dépressionnaires 60/70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 80 km/h en rafales. Les wilayas de Béni Abbes, Béchar, Timimoune, El Bayadh et Naâma, sont également concernées par ce BMS, dimanche de 09h00 à 23h00, avec une direction et force des vents de l'est au sud-est, alors que la vitesse sera entre 60 et 70 km/h atteignant ou dépassant parfois 80 Km/h en rafales, note le BMS. Ces vents toucheront aussi la wilaya d'Adrar, dimanche de 09h00 à 18h00, avec une direction et force des vents du sud au sud-est, tandis que la vitesse sera entre 60 et 70 km/h atteignant ou dépassant parfois 80 Km/h en rafales, conclut le BMS.

ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT L’Iran riposte aux frappes américano-sionistes

L'iran a riposté, hier, aux frappes américano-sionistes, ayant visé son territoire, par des salves de missiles dirigées contre des cibles et installations de l'entité sioniste. Dans un communiqué, le corps des Gardiens de la Révolution islamique a annoncé le lancement d'"une vaste vague" d'attaques de missiles et de drones contre l'entité sioniste en réponse aux frappes américano-sionistes contre l'Iran. La télévision iranienne a annoncé que "les forces armées iraniennes ciblent les forces américaines dans la région". De son côté, l'agence de presse iranienne IRNA a rapporté, citant le porte-parole du ministère iranien de la Santé et de l'Enseignement médical, Hossein Kermanpour, que "l'ensemble des hôpitaux du pays sont en état d'alerte", ajoutant que "les équipes de secours se sont rendues sur les lieux des explosions afin de porter assistance aux personnes touchées". Par ailleurs, le ministère iranien de l'Intérieur a condamné, hier, les frappes menées par les Etats-Unis et l'entité sioniste contre plusieurs sites à travers le pays, a rapporté l'agence de presse iranienne IRNA. Dans un communiqué, le ministère a indiqué que les Etats-Unis et l'entité sioniste ont mené des frappes contre la capitale Téhéran ainsi que d'autres villes iraniennes, soulignant qu'il place "en tête de ses priorités la mobilisation de toutes les capacités pour préserver l'ordre et la sécurité au sein de la société et servir le peuple". La même source a ajouté que, sur instructions du ministre iranien de l'Intérieur, Eskandar Momeni, "un comité national de gestion des crises a été mis en place et les directives nécessaires ont été transmises à l'ensemble des directions de gestion des crises dans les provinces ainsi qu'aux organismes et institutions concernés". Plus tôt dans la journée, la capitale Téhéran et d'autres villes iraniennes avaient été secouées par des explosions à la suite de frappes américaines et sionistes ayant ciblé plusieurs sites, notamment à Ispahan, Tabriz, Karaj et Qom.

Agence

ONU

Le recours à la force dans les conflits mondiaux “se banalise”

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Volker Türk a mis en garde vendredi contre la banalisation du recours à la force pour résoudre les différends, qui entraîne une augmentation du nombre de conflits dans le monde. "Le monde marche sur la tête", a déclaré M. Türk devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Présentant une synthèse de la situation des droits humains dans le monde, il a exprimé son inquiétude face à un certain nombre de conflits, notamment au Soudan et en Palestine où l'entité sioniste poursuit ses agressions à Ghaza et en Cisjordanie. "Le recours à la force, tant par la menace que par l'usage, pour régler les conflits est de plus en plus fréquent et

banalisé", a constaté M. Türk. "Le nombre de conflits armés a presque doublé depuis 2010, pour atteindre une soixantaine (...) Le monde devient véritablement un endroit plus dangereux". Cette multiplication de conflits crée un véritable "désert des droits humains", a-t-il mis en garde. "Nous ne devons pas revenir à la violence comme base d'organisation". Selon M. Türk, une compétition effrénée pour le pouvoir se manifeste partout dans le monde au détriment des droits humains. "Les acteurs se disputent le contrôle des terres, de l'énergie, de l'attention. Mais dans quel but ?", a-t-il interrogé. "Dominer l'économie mondiale ? Accumuler toujours plus de pouvoir ? Envoyer l'IA dans l'espace ? Le pouvoir doit certainement servir d'autres

objectifs". M. Türk a encore fustigé les dirigeants qui "utilisent le pouvoir à leurs propres fins, qui exploitent et asservissent", regrettant "que les dirigeants politiques ne prennent pas de mesures urgentes pour inverser les tendances actuelles". Au contraire, a-t-il affirmé, certains s'en prennent même "aux institutions censées assurer notre sécurité: les Nations unies, ou la Cour internationale de justice, la Cour pénale internationale, le Conseil de sécurité et ses mécanismes". "Le monde ne peut pas rester spectateur pendant que l'édifice international du droit humanitaire et des droits de l'homme est démantelé sous nos yeux", a-t-il averti.

APS

MIGRATIONS

Mort de plus de 7.000 personnes sur les routes de l’exil en 2025, “moralement scandaleuse”

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a qualifié la mort de plus de 7.000 personnes sur les routes de l'exil l'an dernier, de "moralement scandaleuse", dénonçant la faillite collective des Etats face à une réalité qu'ils persistent, selon lui, à gérer dans la désunion. "La migration n'est pas une crise", a déclaré M. Guterres vendredi devant l'Assemblée générale de l'ONU, réunie de manière infor-

melle pour examiner son rapport sur le "Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". "C'est notre incapacité à gérer ce phénomène ensemble qui génère une crise", a-t-il dit, ajoutant que ce ne sont pas les mouvements humains qui déstabilisent le monde, mais l'absence de coopération pour les encadrer. Selon de nouvelles données publiées jeudi par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au moins 7.667

personnes sont mortes ou ont disparu en 2025 sur les routes migratoires, un chiffre en recul d'environ 1.500 décès par rapport à 2024. Cependant, en 2026, la mortalité le long des routes migratoires demeure alarmante. Au 24 février, 606 migrants avaient déjà été enregistrés morts ou portés disparus en Méditerranée. "Lorsque les voies sûres sont inaccessibles, les personnes sont contraintes d'entreprendre des voyages dangereux et tombent

entre les mains de passeurs et de trafiquants", a-t-il averti. Antonio Guterres a rappelé que "les migrants ne sont pas des criminels. Ce sont des victimes". "Les véritables criminels sont ceux qui exploitent la vulnérabilité humaine. Les véritables criminels sont les réseaux impitoyables de trafic et de traite", a-t-il dénoncé, soulignant que "ces réseaux prospèrent lorsque la coopération échoue".

APS

MASCARA

Recensement d’environ 1.000 oiseaux migrants dans les zones humides

Un millier d'oiseaux migrants ont été recensés dans plusieurs zones humides de la wilaya de Mascara, a indiqué, samedi, la Conservation des forêts de la wilaya. Le service de protection de la flore et de la faune de la Conservation a précisé que l'opération de recensement hivernal des oiseaux migrants, menée récemment par le réseau régional de surveillance, a permis d'identifier près de 1.000 oiseaux appartenant à plus de 20 espèces. Ces oiseaux ont été observés au niveau de la zone humide "El-Mactaâ", située dans les communes de Sidi-Abdelmoumen et de Mocta-Douz, ainsi que dans les plans d'eau des barrages des communes de Bouhanifia et Chorfa, au barrage de "Fergoug" dans

la commune de Mohammadia et au barrage de "Ouizert" dans la commune d'Aïn-Fekan, a souligné la même source. Le réseau a enregistré, durant la période allant du 20 janvier à la mi-février en cours, une hausse du nombre d'oiseaux migrants dans les zones humides de la wilaya par rapport à la même période de l'année précédente, au cours de laquelle plus de 900 oiseaux avaient été recensés. Cette augmentation est attribuée à la hausse du niveau d'eau dans les barrages concernés, ainsi qu'à la stabilité de la présence des oiseaux migrants dans ces ouvrages hydrauliques. Par ailleurs, le retour de 11 espèces d'oiseaux migrants a été constaté durant la même période, dont le canard souchet (souchet d'Europe), le

pluvier argenté, le flamant rose, le canard pile et la foulque macroule, appelée aussi foulque eurasiennne. Dans le même contexte, la Conservation des forêts de la wilaya de Mascara a lancé, récemment, un programme de sensibilisation visant à préserver les espèces d'oiseaux d'eau migrants et nicheurs dans les zones humides. Ce programme comprend des sorties de proximité de sensibilisation, la diffusion de messages radiophoniques sur les ondes de la radio régionale de Mascara, ainsi que l'installation de panneaux le long des routes menant aux barrages, afin d'inciter les visiteurs à contribuer à la protection de ces oiseaux, a ajouté la même source.

APS